



Fruits et légumes

## Vers une stabilisation des prix

A en croire les responsables du ministère de l'Agriculture, la hausse des prix des fruits et légumes, ne sera qu'un «vieux souvenir». Les prix vont bientôt se rééquilibrer assurément-ils.

Page 2

Tamanrasset

## Gaïd Salah inaugure une base aérienne de déploiement

Page 24

Le Premier ministre note les progrès économiques lors de la tripartite

# Sellal s'insurge contre «les colporteurs de calomnies et de mensonges»

Consolider la croissance, pérenniser le modèle social, poursuivre la lutte contre la corruption et faire échec aux tentatives de déstabilisation. Ce sont les messages phares du Premier ministre lors de la 20<sup>ème</sup> tripartite.

Page 3



Les jeunes appelés à se rendre à Timimoun  
**Mouloud Mammeri, l'homme qui a dépoussiéré l'Ahellil**

Page 15



Candidatures pour les législatives

## Sid Ahmed Feroukhi tête de liste FLN à Alger

La liste FLN pour la capitale aux prochaines législatives sera chapeautée par l'ex-ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Feroukhi. Un nom qui n'a jamais été cité par le SG du parti quand il avait annoncé la candidature des anciens ministres et des membres du gouvernement, militants du parti.

Page 4



Par Nabil Benali

**A**vec la prochaine installation du Conseil national des droits de l'homme, c'est la perspective de la dissolution qui se dessine pour la Cncppdh. Reste en suspens l'avenir de Maître Farouk Ksentini.

On l'attendait depuis la mise en place des réformes politiques engagées par Abdelaziz Bouteflika et le décret présidentiel n°17-76 du 12 février 2017 vient de fixer la composition du Conseil national des

## Réforme des instances des droits de l'homme **Fin de mission pour Ksentini ?**

droits de l'homme. Mais aucun président n'a été désigné pour diriger cette instance et à moins d'un retournement de situation, il semble bien que le chef de l'Etat ne devrait pas compter sur Maître Ksentini pour gérer le dossier des droits de l'homme. En effet, la composition officielle du Cndh comprend 37 membres (il en faut 38) et le seul siège resté vacant est celui du représentant du Conseil supérieur de la jeunesse qui, selon le décret signé par M. Bouteflika, sera nommé le jour de l'installation du Cndh. Autre indice qui ne trompe pas, la loi n°16-13 du 3 novembre 2016 fixant la composition et les modalités de désignation des membres du Conseil national des droits de l'homme, permet au chef de l'Etat de nommer quatre membres seulement. Ce qui est déjà fait. Les

membres choisis par le président de la République sont Benzerrouki Fafa veuve Sid Lakhdar, Fatma Zohra Karadja, Aïcha Zinaï et Lazhari Bouzid. Sur cette liste, le nom de Farouk Ksentini ne figure pas et cela semble dans l'ordre des choses. D'une part, Maître Ksentini est resté peut-être assez longtemps «dans le circuit», après avoir été d'un concours précieux sur des projets tels que la Réconciliation nationale ou les réformes politiques et judiciaires mises en œuvre par le chef de l'Etat. De l'autre, il se pourrait aussi que l'actuel président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme soit tout simplement fatigué et qu'il ait demandé à être déchargé de toute nouvelle mission éminente.

Page 2



Réforme des instances des droits de l'homme

# Fin de mission pour Ksentini ?

**Avec la prochaine installation du Conseil national des droits de l'homme, c'est la perspective de la dissolution qui se dessine pour la Cncppdh. Reste en suspens l'avenir de Maître Farouk Ksentini.**



Par Nabil Benali

On l'attendait depuis la mise en place des réformes politiques engagées par Abdelaziz Bouteflika et le décret présidentiel n°17-76 du 12 février 2017 vient de fixer la composition du Conseil national des droits de l'homme. Mais aucun président n'a été désigné pour diriger cette instance et à moins d'un retournement de situation, il semble bien que le chef de l'Etat ne devrait pas compter sur Maître Ksentini pour gérer le dossier des droits de l'homme. En effet, la composition officielle du Cndh comprend 37 membres (il en faut 38) et le seul siège resté vacant est celui du représentant du Conseil supérieur de la jeunesse qui, selon le décret signé par M. Bouteflika, sera nommé le jour de l'installation du Cndh. Autre indice qui ne trompe pas, la loi n°16-13 du 3 novembre 2016 fixant la composition et les modalités de désignation des membres du Conseil national des droits de l'homme, permet au chef de l'Etat de nommer quatre membres seulement. Ce qui est déjà fait. Les membres choisis par le président de la République sont Benzerrouki Fafa veuve Sid Lakhdar, Fatma Zohra Karadja, Aicha Zinaï et Lazhari Bouzid. Sur cette liste, le nom de Farouk Ksentini ne figure pas et cela semble dans l'ordre des

choses. D'une part, Maître Ksentini est resté peut-être assez longtemps «dans le circuit», après avoir été d'un concours précieux sur des projets tels que la Réconciliation nationale ou les réformes politiques et judiciaires mises en œuvre par le chef de l'Etat. De l'autre, il se pourrait aussi que l'actuel président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme soit tout simplement fatigué et qu'il ait demandé à être déchargé de toute nouvelle mission éreintante.

En tout état de cause, il semble aussi logique que l'installation du Cndh soit synonyme de dissolution de la Cncppdh, instance qui semble depuis quelque temps mises entre parenthèse, avec une raréfaction des interventions publiques de son président.

La question principale est, cependant, ailleurs. Cette nouvelle réforme des instances des droits de l'homme liées à l'Etat, même si le Cndh peut prétendre au statut d'ONG, est une nouvelle étape d'une longue série de réformes sur les 30 dernières années, soit depuis octobre 1988. Reste à savoir quelles sont ses chances de faire (vraiment) progresser les droits de l'homme en Algérie.

En 1991, Chadli Bendjedid avait créé un ministère délégué

chargé des droits de l'homme. Son successeur, Mohamed Boudiaf, avait mis en place l'Observatoire national des droits de l'homme, en février 1992. Enfin, en mars 2001, Abdelaziz Bouteflika installa la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme. Toutes ces instances avaient plus ou moins les mêmes missions : promouvoir les droits de l'homme, proposer des lois, travailler avec la société civile algérienne et les instances internationales, etc. Elles n'ont jamais eu de véritable poids face à l'Exécutif et les rapports périodiques qu'elles établissaient sur la situation des droits de l'Homme n'ont que peu d'influence sur les politiques mises en œuvre, lorsqu'ils sont rendus publics...

A noter que les autres membres du Cndh sont les deux membres choisis par le président du Conseil de la nation sont Slimane Ziane et Hamid Bouzekri, alors que ceux choisis par le président de l'Assemblée nationale populaire (APN) sont Driss Abderrahmane et Houda Talha épouse Souiki. Les membres choisis au titre des associations activant dans le domaine des droits de l'homme, sont Abdelatif Dirmi, Ahmed Chenna, Mecheri Benkhelifa, Abdelatif Benida, Abderrahmane Sofi, Nouria Hafsi, Soumia

Chaib, Chikhi Souad veuve Faci, Salih Mekharef, et Fatma Zohra Zerouati. Les membres choisis au titre des syndicats et des organisations professionnelles sont: Sabrina Kehar, Hafida Benmansour épouse Zerhouni, Ghanima Messaoudi, Habiba Dane, Messaoud Amarna, Djilali Hamrani, Mohamed Bekkat Berkani, et Brahim Tairi. Mme Karima Alla a été choisie, pour sa part, par le Conseil supérieur de la magistrature. Le membre du Haut conseil islamique est Mohamed El M'Amoun El Kacemi El Hassani, alors que Mhand Tayeb Si Bachir a été choisi par le Haut conseil de la langue arabe, Tahar Silhadi désigné par le Haut-commissariat à l'Amazighité et Aicha Kouadri Boudjelthia par le Conseil national de la famille et de la femme. Mme Saïda Benhabyles née Kettou a été choisie par le Croissant-Rouge algérien et Mme Meriem Chorfi est nommée en tant que délégué national à la Protection de l'enfance. Les universitaires spécialisés en matière des droits de l'homme, Idriss Fadhli et Khier Guechi, ont également été choisis comme membres de cette instance de même que Nouredine Amir, et Azzouz Kerdoun en qualité d'experts auprès des institutions internationales ou régionales des droits de l'homme.

N. B.

## Algérie-France Bruno Le Roux en visite en Algérie

Le ministre français de l'Intérieur, Bruno Le Roux, effectuera aujourd'hui une visite de travail en Algérie, a-t-on appris hier auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Au cours de cette visite, le ministre français et son homologue algérien, Nouredine Bedoui, feront le point sur l'état de la coopération entre les deux pays et les moyens de la développer davantage et assisteront au lancement d'un projet de jumelage (P3A) d'appui au renforcement des capacités de la Protection civile algérienne, en collaboration avec la France et l'Espagne.

Au cours de son séjour, le ministre français sera reçu par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et s'entretiendra avec le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohammed Aïssa, selon le programme de cette visite.

Cette visite fait suite à celle effectuée, il y a 4 mois, par M. Bedoui à Paris.

Lors de sa visite à Paris les 9 et 10 novembre, M. Bedoui avait, notamment, visité l'Ecole des ingénieurs de la ville de Paris (Eivp) qui est à la fois une école d'ingénieurs et un laboratoire de recherche sur les problématiques urbaines.

Un mémorandum d'entente avait été signé pour établir un partenariat entre l'Ecole des ingénieurs de la ville de Paris et la future Ecole des ingénieurs de Tlemcen, qui sera spécialisée dans les domaines urbanistiques des collectivités locales.

La visite avait vu aussi l'installation d'un groupe de travail algéro-français sur la fiscalité locale, en vue d'explorer, dans une première phase, toutes les possibilités d'échange d'expériences pour pouvoir déterminer les actions de partenariat dans ce domaine.

M. Bedoui avait évoqué, en outre, avec le ministre français de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, jugée d'un «très bon niveau» et avait convenu avec son homologue de «consolider davantage» la coopération en matière de lutte contre la criminalité et la cybercriminalité. *Reda A.*

Fruits et légumes

## Vers une stabilisation des prix

Par Sofiane Aït Mohamed

À en croire les responsables du ministère de l'Agriculture, la hausse des prix des fruits et légumes, ne sera qu'un «vieux souvenir». Les prix vont bientôt se rééquilibrer assurent-ils. Les prix des fruits et légumes frais, qui connaissent actuellement une nette hausse, vont bientôt revenir à leur «situation d'équilibre» dès la mise sur le marché des premières récoltes saisonnières, a assuré hier un responsable au ministère de l'Agriculture.

«Actuellement, on est dans une période d'arrière-saison (soudure) où on consomme toujours les récoltes de l'hiver. Mais à partir d'avril, on aura les nouvelles récoltes précoces de la saison», a déclaré à la presse le directeur de la régulation et du développement de la production céréalière auprès de ce ministère, Chérif Oumari, en marge d'une journée de sensibilisation sur la campagne céréalière tenue à Alger. «Les récoltes enregistrées à ce jour sont très encourageantes et les indicateurs en termes de production sont positifs.

On a même enregistré des volumes plus importants que l'année précédente, notamment pour la pomme de terre», a-t-il fait savoir. Selon lui, les prix des fruits et légumes, essentiellement la pomme de terre et l'ail, «vont bientôt revenir à leur situation d'équilibre», notamment avec les mesures prises par les pouvoirs publics pour assurer l'équilibre sur le marché national, ajoutant que tous les indicateurs en termes de production sont «satisfaisants». Pour la pomme de terre, la production du Sud est «largement suffi-

sante», a signalé le même responsable en précisant qu'au nord du pays, «nous sommes en pleine récolte de la pomme de terre de primeur» surtout à Alger, Boumerdès, Tipasa, Skikda et Mostaganem. Concernant l'ail, il a également assuré que les prix allaient baisser dès la mise sur le marché de sa récolte primeur dans les prochains jours, et que le secteur s'attend cette année à une importante production de l'ail sur une superficie qui dépasse les 10 000 ha, contribuant à baisser son importation. S'agissant des

pommes, il a tablé sur une production de 500 000 tonnes qui sera récoltée à partir de juin. Pour couvrir les besoins du marché en ce fruit durant la période de soudure, le ministère attend actuellement les quotas d'importations qui seront attribués aux importateurs historiques le temps d'avoir la récolte nationale, a-t-il précisé. S'il y aura certes baisse après les récoltes, l'on ne saura pas s'il y aura également baisse des prix des produits importés qui sont actuellement hors d'atteinte.

S. A. M.

# ÉVÈNEMENT

## Le Premier ministre note les progrès économiques lors de la tripartite Sellal s'insurge contre «les colporteurs de calomnies et de mensonges»

Consolider la croissance, pérenniser le modèle social, poursuivre la lutte contre la corruption et faire échec aux tentatives de déstabilisation. Ce sont les messages phares du Premier ministre lors de la 20<sup>ème</sup> tripartite.



Par M. Ait Chabane

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a rassuré sur le succès du nouveau modèle économique adopté il y a une année par le gouvernement, tout en mettant en garde contre les tentatives de déstabilisation fomentées par «les colporteurs de calomnies et de mensonges». Poursuivre la concrétisation de l'impératif de justice sociale et dire la vérité aux Algériens ; tels sont les engagements réitérés par le Premier ministre, pour faire échec à ses tentatives malveillantes. «Tous les jours et dans tous les domaines de la vie du citoyen, l'Etat a pour mission constante de concrétiser l'impératif de justice sociale. Il a également le devoir de dire la vérité aux Algériens pour mettre en échec les colporteurs de calomnies et de mensonges qui n'arrivent pas à accepter que notre pays demeure stable, uni et surtout en paix», a-t-il affirmé, hier, à l'ouverture des travaux de la 20<sup>ème</sup> tripartite, tenue dans la wilaya de Annaba, en présence du partenaire social en la personne du SG de la Centrale syndicale et

des représentants des principales organisations patronales. Optimiste, Abdelmalek Sellal a soutenu que «l'Algérie brave la conjoncture économique et les tentatives de déstabilisation. Elle commence à enregistrer les premiers résultats de sa démarche de renouveau économique et social», énumérant, chiffres à l'appui, les premiers résultats positifs de la nouvelle démarche économique de l'Algérie, adoptée pour faire face aux aléas de la crise pétrolière. Ce faisant, d'«excellents résultats» ont été réalisés dans le cadre de lutte contre la corruption, grâce à une panoplie de réformes insufflées par le législateur renforçant le rôle de contrôleur de l'Etat se dressant en rempart contre «la corruption et les passe-droits», a-t-il souligné. Et de réitérer les pleines dispositions du gouvernement à pérenniser du modèle social fait de solidarité et d'entraide, transmettant dans la foulée de la tripartite les salutations amicales du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, tout en précisant qu'«il sait votre patriotisme et votre engagement et vous encourage à redoubler d'efforts en faveur de

l'essor de l'Algérie et l'épanouissement des Algériens dans le cadre de la paix et de la justice sociale». Par ailleurs, le Premier ministre a fait part des «avancées réalisées» en matière de rationalisation des dépenses, en parvenant, notamment à réduire la facture des importations de près de la moitié en deux années seulement. Abdelmalek Sellal a précisé dans ce sens, que ces efforts ont permis de «ramener les importations de 66 milliards dollars en 2014 à 35 milliards dollars en 2016», mettant en exergue les résultats notables dans les industries mécanique et pharmaceutique. «Notre objectif en 2017 est de réduire à 30 milliards de dollars le volume de nos importations», a-t-il soutenu, tout en rassurant qu'il ne s'agit aucunement de restrictions à l'import ou l'interdiction de quoi que ce soit. Le Premier ministre a appelé, par la même occasion, les représentants du patronat à conquérir le marché africain, estimant que le secteur privé national «peut jouer un rôle important dans ce domaine». Il a cité, dans le chapitre de l'importation, l'exemple de l'industrie

pharmaceutique nationale qui «possède des capacités énormes pour conquérir le marché africain». Abdelmalek Sellal a invité, dans cette perspective, les organisations patronales à oeuvrer dans le sens de «développer la culture industrielle au sein des entreprises, chose qui fait défaut actuellement dans ces entités», a-t-il précisé. Cela n'entamera en rien l'effort de diversification et de croissance économique, en ce sens que les crédits à l'économie passeront de 9 100 milliards de dinars en 2016 à 11 400 milliards de dinars en 2017, soit une hausse de 25% alors qu'ils étaient de 5 156 milliards de dinars en 2013. Toutefois, le Premier ministre prône la vigilance sur le plan budgétaire à la fois pour soutenir la gestion de la vie socioéconomique et éviter d'opter pour l'austérité. «Maîtrise de la dépense publique, réduction des importations et soutien à l'investissement productif», tel est le triptyque sur lequel repose la nouvelle démarche économique de l'Algérie pour soutenir la croissance et honorer ses engagements sociaux. **M.A.C.**

### UGTA Sidi Saïd plaide pour une «défonctionnarisation» de l'économie nationale

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd, a plaidé hier, pour «la défonctionnarisation de l'économie nationale». «Aujourd'hui, il est plus que nécessaire de défonctionnariser l'économie nationale, de libérer l'initiative et de restituer ses lettres de noblesse à l'entreprise et à son manager», a considéré le secrétaire général de l'Ugta.

Mettant l'accent sur l'importance d'asseoir une «souveraineté nationale en termes économiques» à travers la libération de l'investissement, M. Sidi Saïd a estimé que le tutorat doit «accompagner et non se substituer à l'entreprise», appelant, dans ce sens, pour un «épanouissement de l'investissement sans contraintes, conformément aux orientations des pouvoirs publics».

L'objectif, a ajouté le même intervenant, était de «construire un véritable tissu industriel», basé sur une coopération permanente entre les différents intervenants concernés par ce dossier.

Pour le SG de l'Ugta, la crise économique et financière mondiale doit constituer un «stimulant» pour optimiser les capacités nationales dans le domaine industriel, affirmant qu'outre le soutien de l'Etat, «il faut également la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour dynamiser l'industrie nationale selon une vision productive de richesses et d'emplois».

Il a aussi indiqué que le redressement industriel en cours doit être placé sur une «trajectoire inaltérable» pour permettre au pays de rompre graduellement avec l'importation. Sidi Saïd a soutenu que le «moment était venu pour favoriser l'éclosion d'une dynamique d'investisseurs innovants et de porteurs de projets ambitieux pour faciliter la réindustrialisation de l'Algérie».

Dans ce sens, il a indiqué qu'il était nécessaire d'orienter les efforts vers une «nouvelle démarche industrielle pour réussir la bataille en cours de la réindustrialisation et remporter la guerre contre le phénomène de l'importation néfaste à l'économie et à l'emploi».

«C'est en redonnant à l'investissement tous ses attributs d'actions loin de toute contrainte, que l'Algérie pourra mettre en place une économie nationale développée et épanouie», a encore estimé M. Sidi Saïd.

R. N.

## Le FCE pour un «partenariat public-privé national»

Par Karima Nacer

Lors de son intervention à la 20<sup>ème</sup> réunion Tripartite, à Annaba, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a saisi l'occasion pour faire quelques propositions au gouvernement dans le but d'améliorer le climat des affaires et la promotion de l'investissement et diversifier l'économie nationale.

Le patron du FCE estime que son organisation soutient, revendique et défend la règle du 51/49, qui en est l'expression première, parce qu'elle est de nature à consolider le secteur public et le secteur privé producteurs. «Nous souhaitons qu'elle soit complétée par un autre levier qui est de nature à renforcer puissamment les synergies entre ces secteurs et qui

est le Partenariat public/privé» souligne Ali Haddad. A l'heure actuelle, le partenariat public/privé se réalise, essentiellement, entre le secteur public et des entreprises étrangères. «Le FCE plaide pour que cette tendance soit inversée et que ce soient les entreprises nationales qui tirent profit du Partenariat public/privé», plaide Haddad.

Le président du FCE a tenu à avancer quelques propositions. Il s'agit, entre autres, de «la nécessité d'engager une réforme profonde de l'administration». A cet effet, il est nécessaire, souligne-t-il que l'administration économique se recentre sur ses missions de contrôle et de régulation et elle déploie aussi ses efforts dans le soutien et l'encouragement de l'investissement et l'amélioration du

climat des affaires. «L'Algérie doit absolument confirmer sa volonté d'investir le marché africain à travers une démarche adéquate». A cet égard, une dynamique a été lancée par le Forum africain d'investissement et d'affaires qui a été un succès du point de vue des résultats enregistrés : pas moins de 28 accords ont été conclus, certains sont déjà en voie de concrétisation, s'est-il félicité. L'ouverture des marchés d'exportation vers le continent africain est en second lieu l'une des suggestions que fait le président du FCE pour donner une dimension internationale à la dynamique de l'économie nationale. Pour Haddad, il est important de développer cette dynamique.

La réforme du secteur financier et bancaire reste également pour

nous une grande priorité pour le FCE. Cette réforme doit, selon Ali Haddad, mettre en place des instruments financiers et bancaires modernes, capables de soutenir le développement économique du pays; répondre à la nécessité de disposer de modes de financement alternatifs adaptés aux besoins des différents secteurs de l'économie; et assurer que le crédit ne soit plus assujéti à des garanties prohibitives. L'organisation patronale évoque également un intérêt particulier à «la réforme fiscale». Haddad estime qu'il est urgent de concevoir un système fiscal qui favorise la décentralisation de la décision économique et, d'une façon générale, adapte la fiscalité aux besoins d'un développement à grande échelle des entreprises et

de nos territoires. L'intervenant a souligné également le «besoin de notre économie en matière de transfert de technologie, de savoir-faire, et de management» qui, selon Ali Haddad, nous commande d'aménager des conditions plus attractives pour la Diaspora algérienne, qui souhaite apporter sa contribution à l'édification nationale. Par ailleurs, Ali Haddad, aborde aussi les contraintes du secteur du Btph. «La contrainte sur la commande publique induite par le resserrement des dépenses publiques a mis à mal des centaines d'entreprises de ce secteur», estime-t-il. «Cette situation accroît le risque de mortalité de ces entreprises. Par conséquent, une menace sérieuse pèse sur des milliers d'emplois», ajoute-t-il.

K.N.

Candidatures pour les législatives

# Sid Ahmed Feroukhi tête de liste FLN à Alger

La liste FLN pour la capitale aux prochaines législatives sera chapeautée par l'ex-ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Feroukhi. Un nom qui n'a jamais été cité par le SG du parti quand il avait annoncé la candidature des anciens ministres et des membres du gouvernement, militants du parti.



Par Leila Bensaid

**M**aintenant que les listes de candidatures sont connues, il faut attendre la validation de ministres de l'Intérieur.

C'était dimanche à minuit que le délai fixé pour le dépôt des listes de candidatures a expiré, des guéguerres de positionnement dans les listes ont été constatées au niveau de plusieurs formations politiques. Au Front de libération nationale, dont la liste de la capitale qui a connu plus de suspense, c'est finalement la grande surprise avec l'ex-ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Feroukhi qui a été choisi comme tête de liste. Parmi les candidats retenus aussi pour la capitale, on cite l'ex-ministre chargé des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua et l'ex-ministre de la Culture, Nadia Labidi.

La tête de liste de la capitale présente un enjeu majeur pour le FLN. Son secrétaire général, Djamel Ould Abbès y tient. d'ailleurs, dans une précédente déclaration, il avait

instruit ses militants de viser une majorité absolue et confortable.

Le FLN qui a remporté plus de 200 sièges sur les 462 de l'Assemblée populaire nationale lors des législatives de 2012, a toutefois concédé une défaite à Alger devant la liste de l'Alliance verte (MSP, Ennahdha et El Islah), menée par Amar Ghoul qui occupait le poste de ministre des Travaux publics à l'époque. Le FLN a pris tout son temps pour la finalisation de ses listes, notamment dans la capitale et les grandes wilayas, vu les enjeux de choix et éviter la protestation des militants, car le parti a connu un rush de candidats qui a dépassé les 6 000 dossiers. Avant le dépôt final des listes, les candidats ont connu une vraie torture morale à cause, notamment des listes rendues publiques sur les réseaux sociaux. Pour les autres wilayas, on cite cinq ministres, Abdelwahab Nouri à Batna, Aïcha Tabagou à Illizi, Boujemaâ Talaï pour Annaba, Tahar Hadjar pour Tiaret, Abdelkader Ouali, tête de liste

de Mostaganem et Edalia Ghania à Blida.

A l'instar de plusieurs formations politiques qui siègent à la chambre basse du Parlement, le FLN a renouvelé sa confiance dans un nombre de députés, comme le cas de Slimane Saâdaoui, Bedda Mahdjoub, Mohamed Kamama et autres. Pour sa part, le Rassemblement national démocratique était le premier à annoncer officiellement la finalisation de ses listes de candidatures avec la reconduction de 24 députés. Le parti a connu une protestation dans la wilaya de Batna et c'était aussi difficile de finaliser la liste de Béjaïa, pourtant c'est le conseil de wilaya qui avait le soin d'établir les listes avant de les soumettre à la direction générale. Du côté de l'opposition, on cite le Rassemblement pour la culture et la démocratie qui a dénoncé la non-validation de ses listes de candidatures par les services concernées, surtout que le parti était tenu de présenter des signatures pour des circonscriptions. Pour rappel, ce parti avait boycotté

les élections législatives du 10 mai 2012. Pour sa part, le FFS compte son premier secrétaire national, Abdelmalek Bouchaffa pour avoir le maximum de sièges à Constantine, alors qu'à Béjaïa, c'est le renouvellement de confiance en la personne du député Chafaâ Bouaïch. On cite aussi Ali Laskri, un membre dirigeant pour mener la liste de Boumerdès et Salima Ghezali pour Alger aux côtés du premier secrétaire du parti, Mohamed Nebbou. Pour les islamistes qui ont constitué deux alliances, à savoir l'alliance entre le Mouvement de la société de la paix et le Front du changement et par ailleurs, il y a l'Union d'Ennahdha, El Binaa et El Adala. Ces deux alliances ont déposé leurs listes finales après de grandes difficultés par rapport au classement et les têtes de listes, mais il fallait faire l'impasse sur certaines divergences pour pouvoir sauver leur alliance vu l'enjeu des prochaines élections pour les partis du courant islamiste. **L.B.**

RND

## Plus de 53% des candidats ont un niveau universitaire

Plus de 53% des candidats du Rassemblement national démocratique (RND) aux législatives du 4 mai prochain ont un niveau universitaire, selon les chiffres communiqués hier par ce parti. Sur l'ensemble des 614 candidats (titulaires et suppléants), 98 (15,96%) sont des diplômés de post-graduation, 330 (53,75%) ont un niveau universitaire et 186 (30,29%) ont un niveau secondaire et moyen, précise la même source.

S'agissant des femmes inscrites sur les listes électorales du parti, sur les 178 candidates, 132 sont titulaires et 46 suppléantes, relève la même source, ajoutant que parmi les titulaires, une seule femme est tête de liste, 11 autres sont classées en 2<sup>ème</sup> position et huit en 3<sup>ème</sup> position.

Parmi les 614 candidats titulaires et suppléants, 141 candidats ont moins de 35 ans, soit 22,96%, 150 autres ont entre 35 et 45 ans (24,43%) et 241 ont entre 45 et 59 ans, ce qui représente 39,41%.

Quant au profil des 462 candidats titulaire «têtes de liste», le RND cite «un ministre, 24 députés reconduits, quatre ex-sénateurs, trois professeurs d'universités, huit cadres supérieurs au niveau des institutions de l'Etat, sept issus du monde économique et cinq entre médecins, avocats et ingénieurs».

K. R.

Front national algérien

## Participation avec 34 listes

Le président du Front national algérien (FNA) Moussa Touati a révélé lundi que sa formation participera avec 34 listes aux élections législatives du 4 mai prochain. Le FNA prendra en lice pour les élections législatives du 4 mai 2017 avec 34 listes dont une pour la communauté algérienne en France (circonscription de Paris), a annoncé M. Touati dans une conférence de presse au siège de son parti.

Il a indiqué que sa formation n'était pas parvenue à collecter les signatures dans 15 Wilaya «du fait de l'influence de l'argent sale».

Concernant la représentation des femmes dans les listes du parti, son premier responsable a affirmé que «le FNA accorde une place privilégiée à la femme qui est en tête de quatre listes». «La liste de Chlef ne comporte que des femmes» a-t-il signalé. Pour ce qui est de la présence des jeunes dans les listes du FNA aux prochaines élections, M. Touati a soutenu que sa formation misait sur cette catégorie dynamique précisant que 65% des candidats du parti étaient âgés de moins de 35 ans.

Il a rappelé les principes fondamentaux du FNA, notamment l'édification d'un Etat de justice sociale. Il a lancé un appel à une participation massive aux élections du 4 mai prochain.

R. N.

Selon Hamid Grine

# Les législatives, une évaluation du professionnalisme des médias

**L**e ministre de la Communication, Hamid Grine, a estimé, hier à Mostaganem, que les prochaines législatives constitueront une occasion pour savoir si «la liberté d'expression, responsable et professionnelle, loin de l'injure, la diffamation et l'invective, a été atteinte».

«Les prochaines élections législatives seront un véritable test pour la presse algérienne et pour les chaînes de télévision dotées de bureaux agréés et non-agrégés», a déclaré le ministre lors d'un point de presse à l'issue d'une cérémonie de signature de trois conventions concernant la formation des chargés de la communication des collectivités locales et des directions de l'exé-

cutif de la wilaya de Mostaganem. «A l'issue de cette échéance, nous jugerons si ces médias ont fait preuve de professionnalisme et de responsabilité, loin de l'injure, de la diffamation et de l'invective», a-t-il ajouté.

M. Grine a fait savoir que de nombreuses chaînes de télévision non agréées avaient déposé leurs dossiers auprès de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav), appelant les télévisions privées à «ne pas semer la discorde».

Il a annoncé dans ce contexte que «des agréments leur (les chaînes) seront délivrés après les élections» du 4 mai 2017.

S'agissant de l'Autorité de régulation de la presse écrite, il a précisé qu'elle sera installée «au cours de l'année 2017». Par

ailleurs, le ministre a abordé le volet formation, rappelant que son département a organisé depuis 2014 plus de 50 conférences-formation à travers plusieurs wilayas du pays. «Nous sommes sur la bonne voie», s'est-il félicité, tout en relevant une réduction de cas de diffamation, d'injures et de rumeurs dans la presse. Il est à rappeler que les trois conventions, signées entre la wilaya de Mostaganem (Administration locale) et l'Université Abdelhamid Ben Badis portent sur la formation des chargés de la communication, alors que celles signées par la wilaya, Radio Mostaganem et la station régionale d'Oran de la Télévision nationale concernent la prise en charge de stages pratiques. Dans ce cadre, le ministre

s'est félicité de cette initiative locale, appelant à sa généralisation à travers toutes les wilayas. Il a rappelé que son ministère a déjà organisé deux sessions de formation au profit des chargés de la communication.

Il a également insisté sur la nécessité pour les chargés de la communication de répondre aux sollicitations des citoyens et de mettre à la disposition des journalistes des informations vérifiées et crédibles. Par ailleurs, M. Grine a relevé «la nouvelle dynamique» et la stratégie de communication adoptée par la wilaya de Mostaganem qui se basent sur le recours aux réseaux sociaux pour prendre en charge les préoccupations des citoyens.

Auparavant, le ministre,

accompagné des directeurs généraux de l'APS, de l'Entv, de l'Onrs et de TDA, respectivement Abdelhamid Kacha, Toufik Khelladi, Chabane Lounakel et Chawki Sahnine, a procédé à la pose de la première pierre du nouveau siège de Radio Mostaganem, sis au niveau de la cité 5 Juillet 1962. Le futur siège comportera un studio pour la diffusion des programmes, un autre pour la production, une salle pour le montage et deux autres pour la rédaction, ainsi que d'autres installations techniques et administratives. Le projet d'un coût de 60 millions de DA, est financé par la wilaya sur son propre budget, a-t-on expliqué, lors de sa présentation.

R. N.

Conseil ministériel de la Ligue arabe

# L'Algérie préside la 147<sup>ème</sup> session ordinaire

L'Algérie présidera la 147<sup>ème</sup> session du Conseil des ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Ligue arabe, prévue aujourd'hui au siège de l'organisation au Caire (Egypte), avec à l'ordre du jour, l'examen de l'action arabe commune, notamment dans ses volets liés à la paix et la sécurité dans la région.



La présidence étant assurée par l'Algérie jusqu'en septembre 2017, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, conduira les travaux de la session du Conseil ministériel de la Ligue arabe.

Lors de ce mandat, l'Algérie a inscrit parmi ses priorités la réforme et le développement de la Ligue arabe pour lui assurer une adaptation aux changements régionaux et internationaux et renforcer sa capacité de répondre aux exigences politique, sécuritaire, économique et sociale et réaliser, par conséquent, les aspirations des peuples arabes, indique un communiqué des Affaires étrangères.

Elle s'emploiera également à trouver un règlement pacifique et consensuel, aux conflits que développe le Monde arabe à travers l'impulsion du processus politique et de réconciliation nationale afin de préserver la sécurité et la stabilité de ces pays, leur entité, leur souveraineté et l'unité de leurs

peuples, précise le communiqué.

L'agenda de l'actuelle session comporte au total, 28 points axés principalement sur l'action arabe commune dans les domaines politique, sécuritaire, économique et social. Entre autres questions à débattre figurent les derniers développements en Libye, En Syrie et au Yémen, la question palestinienne et l'évolution des relations arabes avec les organisations internationales et régionales outre les moyens de lutte contre le terrorisme et le crime organisé transfrontalier.

L'élaboration du projet d'ordre du jour du sommet arabe qui se tiendra du 23 au 29 mars prochain en Jordanie, après le désistement du Yémen d'accueillir la rencontre, sera également au menu.

## La question palestinienne au coeur de l'action arabe commune

Question centrale sans conteste, la question palestinienne et ses récents développements seront au

coeur de l'action arabe commune lors de ce conseil de l'organisation panarabe.

Sur proposition de l'Etat de Palestine, un nouveau point relatif au transfert des missions diplomatiques de Tel-Aviv à Al Qods occupée sera débattu lors de cette réunion ministérielle.

Le coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov devra, quant à lui, prononcer une allocution devant les ministres des Affaires étrangères arabes. Une intervention qui portera sur les efforts onusiens liés au processus de paix, notamment après l'adoption de la résolution 2334 du Conseil de sécurité qui rejette la colonisation israélienne et les résultats de la Conférence de Paris sur la paix au Moyen-Orient, tenue en février dernier.

D'autre part, les chefs de la diplomatie arabe examineront un autre point lié au rapport du comité des Sages chargé du dossier de non prolifération de l'armement de destruction massive dans la région.

Le 23 décembre dernier, le Conseil de sécurité avait adopté

une résolution "historique" condamnant la colonisation israélienne en l'occurrence la résolution 2334 favorablement accueillie, le 23 janvier 2017, par la Conférence de Paris sur la paix au Moyen-Orient et qui insiste, pour la réalisation d'une paix durable dans la région, sur la solution énonçant le retour aux frontières de 1967.

## La lutte contre le terrorisme

Appréhendée désormais comme une question décisive pour les pays arabes et le monde entier, la lutte contre le terrorisme sera scindée, lors de ce conseil ministériel, en deux grandes questions. La première liée à la lutte contre le terrorisme au niveau international et la coordination avec l'Organisation des Nations unies et l'ensemble des institutions et parties concernées alors que la seconde touche à la définition du terrorisme comme étant une menace pour la sécurité nationale arabe.

Concernant les crises dans certains pays arabes, les partici-

pants se pencheront sur les derniers développements enregistrés en Libye et les efforts consentis par les pays voisins (Algérie, Tunisie, Egypte) ainsi que le communiqué ayant sanctionné la dernière réunion tripartite de ces pays. Il sera également question d'examiner les efforts actuellement déployés aux fins d'inclure certaines «moutures consensuelles» sur l'accord politique libyen.

L'Algérie, la Tunisie et l'Egypte avaient signé, le 19 février 2017, la Déclaration de Tunis comportant six clauses qui soulignent l'importance d'impulser le dialogue politique entre les parties libyennes et le rejet catégorique de toute ingérence étrangère dans les affaires libyennes ou toute autre solution militaire à la crise.

L'Algérie considérée comme l'un des premiers pays ayant prôné la mise en place du mécanisme des pays voisins de la Libye poursuit ses démarches dans le but de concrétiser un rapprochement entre les parties libyennes tout en redoublant d'efforts, à l'échelle régionale et auprès des partenaires internationaux, pour donner forme dans l'immédiat, à une solution politique durable à la crise libyenne conformément au processus de règlement parrainé par les Nations unies.

L'Algérie n'a de cesse réitérer l'impact d'un dialogue inter-libyen seul garant d'une réconciliation nationale loin de toute ingérence étrangère et la mise en place d'institutions durables et légitimes au seul service des Libyens ainsi qu'une armée nationale unifiée.

Par ailleurs, l'Algérie devra abriter fin mars courant une autre réunion des pays voisins de la Libye. Enfin, le Conseil ministériel de la Ligue arabe examinera aussi le projet d'ordre du jour du prochain sommet arabe prévu en Jordanie, le rapport sur les droits de l'homme ficelé par la commission arabe permanente des droits de l'homme et de la commission de la Charte outre la désignation des présidents des spécialisées.

Reda A.

La tempête continue à droite

# Fillon s'accroche malgré les pressions et les déchirements

Contre vents et marées, le candidat de la droite à l'élection présidentielle, François Fillon, est décidé plus que jamais de continuer sa course malgré les pressions et les déchirements de son propre camp suite à ses démêlés avec la justice.

Brandissant sa «légitimité» issue de l'élection de la primaire de droite et évacuant toute autre alternative que sa propre candidature, Fillon s'impose à sa famille politique en organisant dimanche dernier un rassemblement à Paris qui a drainé entre 40 000 et 50 000 de ses sympathisants.

Cette démarche vient d'être en quelque sorte consolidée par Alain Juppé, qu'on voulait qu'il soit l'alternative, qui a annoncé hier qu'il ne serait «pas candidat à la présidence de la République», permettant ainsi au candidat proclamé d'aller jusqu'au bout. Je ne suis pas en mesure de réaliser le nécessaire rassemblement, a-t-il dit, expliquant que pour lui, «il est trop tard».

Déplorant ce «gâchis», Alain Juppé a indiqué que «le déclenchement de la justice et son système de défense ont conduit François Fillon dans une impasse».

La droite, pourtant partie favorite et très unie après l'élection de Fillon à la primaire, est en train de vivre, à moins de deux mois de la présidentielle, une «grave» situation qu'elle n'avait jamais connue auparavant, commentent des analystes.

L'ancien président Nicolas Sarkozy a appelé «chacun» de «tout faire pour préserver l'unité» de la droite, qui connaît ces derniers jours, notamment avec l'obstinance du candidat qui avance droit dans ses bottes, des déchirements et des défections des proches de Fillon.

Même si les «Fillonistes» se radicalisent, il y a beaucoup de déceptions chez les électeurs de droite frappés par le manque de probité de leur candidat, notamment depuis les révélations sur des emplois présumés fictifs en faveur de

l'épouse de Fillon et de deux de ses enfants, alors qu'il avait déclaré, à l'adresse de Sarkozy, qu'il ne pouvait imaginer le général De Gaulle candidat s'il était mis en examen.

François Fillon est convoqué le 15 mars par les juges d'instructions qui vont décider sa mise en examen ou témoin assisté, rappelle-t-on.

Lâché par plus de 300 élus de les Républicains (LR), son porte-parole et son directeur de cabinet, Fillon tient tête malgré les multiples appels de nombreux responsables à une «sortie respectueuse», pensant qu'il «ne peut pas gagner» l'élection présidentielle face à la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, confiante, et au candidat du mouvement «En Marche!» Emmanuel Macron qui se présente comme «le nouveau souffle» à un système politique en totale crise. La presse d'hier a été unanime à relever qu'avec ce refus de se retirer, il a placé les Républicains dans une

impasse. Fillon a joué son va-tout. La droite est dans une impasse. Que Fillon se maintienne, et elle n'est plus sûre d'être au second tour. «Qu'elle tente de le remplacer et les plus radicalisés iront gonfler les rangs du FN», a écrit *Libération*, alors que *Les Echos* a estimé que «la droite s'enfoncé dans la crise».

«Dans son orgueil et sa détermination, il fait planer la menace de fracturer la droite en deux», a commenté le quotidien *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Pour sa part, *La Dépêche de Midi* ne voit pas encore «comment les Républicains pourront se sortir grandis de cet extraordinaire foutoir».

Il y a quelques jours, *Le Monde* a souligné dans un éditorial qu'en dramatisant ainsi sa situation, François Fillon «prend en quelque sorte l'élection présidentielle en otage». Ce que relève nombre d'observateurs que pour le moment «c'est la campagne qui en pâtit».

R. N.

Lors d'une réunion d'évaluation

# Faraoun exhorte les responsables à améliorer le service public

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Imane-Houda Feraoun, a exhorté les responsables locaux relevant de son secteur à jouer «pleinement» leur rôle pour l'amélioration du service public, indique hier un communiqué de ce ministère.



**M**me Feraoun intervenait lors d'une réunion d'évaluation et de coordination avec les cadres de son secteur regroupant les responsables des structures centrales ainsi que les directeurs des 48 wilayas du pays, tenu dimanche au siège de son département ministériel.

Dans son intervention, la ministre a rappelé à ses responsables locaux que les directions de wilayas constituent un «prolongement naturel» de l'administration centrale au niveau local, tout en les exhortant à «jouer pleinement leur rôle pour l'exécution des missions confiées par l'Etat à leur département et qui visent, dans leur ensemble, l'amélioration du service public qui relève de leur champ de compétence ainsi que l'accès aux différentes prestations de télécommunication».

La ministre a exigé de chaque directeur de «procéder, sans

délai, à l'élaboration d'une cartographie détaillée englobant les données relatives aux installations du secteur de la Poste et des TIC dans la wilaya de leur compétence», relève le communiqué. «Les responsables des services déconcentrés ont été rappelés à l'effete tenir informée, régulièrement, l'administration centrale, des statistiques relatives aux taux de couverture en services poste et télécommunications, aux taux de satisfaction des usagers, aux insuffisances et aux besoins de chaque wilaya, et de proposer toutes actions susceptibles d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens en général», précise la même source, ajoutant que «des instructions fermes ont été données aux directeurs de wilaya à l'effet d'investir le terrain et de mesurer, réellement, la situation du secteur». «Il ne suffit pas de se contenter de recueillir les infor-

mations transmises par les opérateurs, il y a lieu de se déplacer dans les différentes localités afin d'évaluer les réalisations du secteur, de relever les insuffisances et de faire les propositions idoines pour y remédier», a insisté la ministre.

Tout au long de cette journée de coordination, les échanges qui ont eu lieu ont porté, notamment, sur «l'infrastructure et les indicateurs TIC, la société de l'information, le volet postal, la gestion administrative et financière des Dwptic, la réorganisation des directions de wilaya, ainsi que la gestion du patrimoine du secteur», note le communiqué.

«Ces questions ont suscité des débats où les responsables locaux ont exposé, à la ministre, les difficultés rencontrées au quotidien dans l'accomplissement des missions qui leurs sont dévolues», indique le ministère, qui ajoute que «des éclaircissements

et des orientations ont été donnés aux responsables locaux sur l'ensemble des questions évoquées».

A l'issue des travaux, la ministre «s'est félicitée de la tenue de cette rencontre et a invité l'ensemble de ses cadres à redoubler d'efforts pour mener à bien les missions confiées par l'Etat, à son département».

Les objectifs recherchés par l'organisation de cette rencontre consistent à «faire un état des lieux et à tracer les perspectives du secteur de la Poste et des technologies de l'information et de la communication à travers les différentes wilayas, de répertorier les difficultés et les insuffisances et d'apporter les solutions appropriées à même d'améliorer l'état du secteur et satisfaire les besoins des citoyens en matière des services postaux et de télécommunication», conclut la même source. **R. G.**

## A la faveur de l'extension de la plasticulture à M'sila Hausse de la production des légumes

La production des légumes dans la wilaya de M'sila enregistre une hausse «considérable» à la faveur de l'extension de la plasticulture, a-t-on appris hier auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

De 200 000 quintaux de légumes produits en 2000, cette culture a atteint 2,7 millions de quintaux en 2016, ont précisé les mêmes services, signalant que la superficie réservée à la plasticulture est passée de 20 ha en 2000 à 3 000 ha recensés l'année dernière. L'introduction de nouvelles serres installées, notamment dans les régions de Bou Saâda, de Khobana, de Sidi Ameur, de Zerkour d'Ouled Slimane, Mohamed Boudiaf et de M'cif a «considérablement contribué au développement de la culture des légumes», a-t-on encore noté. La plasticulture a également permis à la wilaya de M'sila, où la production de légumes était focalisée sur la carotte et la laitue, de diversifier sa production avec l'introduction d'autres légumes, notamment la tomate, la courgette, l'oignon, et l'ail, a-t-on encore souligné.

L'accompagnement des agriculteurs pour la commercialisation de leurs productions agricoles dans les différents points de vente et l'exploitation adéquate du marché de gros des fruits et légumes réalisés, mais toujours non exploités dans la région de Bou Saâda sont «autant de facteurs» à mettre en oeuvre dans l'objectif de réguler les prix des produits agricoles, a-t-on soutenu de même source. **R. S.**

Suite à la grève des aiguilleurs du ciel en France

## Air Algérie annule des vols

Des vols sur la France, programmés pour aujourd'hui, ont été annulés en raison de la grève des aiguilleurs du ciel en France, a indiqué hier Air Algérie dans un communiqué. Il s'agira des vols Paris CDG-Alger-Paris CDG AH 1002/AH 1003 et AH 1214/AH 1215 et Ager-Paris Orly-Alger AH1010/AH1011, précise la même source. Quant à l'autre vol annulé, il concerne la liaison Lyon-Setif-Lyon AH1154/AH 1155, ajoute Air Algérie.

D'autres part, la compagnie a fait savoir que le vol Constantine-Lyon-Constantine AH1460 prévu à 9h00 est programmé à 13h35.

Pour rappel, la compagnie aérienne avait prévenu samedi dernier que des perturbations allaient survenir sur le trafic aérien vers la France en raison du mouvement de grève des contrôleurs aériens français, précisant que le programme des vols sur Paris sera réduit de 30%. **L. H.**

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 55 dollars

**L**es prix du pétrole baissaient hier en cours d'échanges européens, dans le sillage de la baisse des prévisions de la croissance chinoise et sur un marché attentif aux productions russe et libyenne.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 55,57 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 33 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril cédait 33 cents à 53,00 dollars.

Les cours de l'or noir commençaient la semaine en baisse, effaçant une partie de leurs

gains de vendredi.

«Des acteurs du marché pointent du doigt la baisse des prévisions de croissance de la Chine. D'autres soulignent que la Russie ne diminue pas sa production aussi vite qu'elle l'avait promis», ont expliqué des analystes.

«On attend une croissance d'environ 6,5%, même si nous nous efforcerons de faire mieux», a déclaré dimanche le Premier ministre Li Keqiang devant les près de 3 000 membres du Parlement chinois.

Quant à la Russie, «selon le ministre de l'Energie, la production a atteint 11,11 millions de barils par jour (mbj) en février, soit son niveau de janvier», ont noté ces analystes.

La Russie s'était engagée aux côtés de

l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres grands producteurs à abaisser sa production sur les six premiers mois de 2017, mais de nombreux pays ne respectent pas ces promesses.

Mais certains pays diminuent leur production de manière involontaire.

«Tous les regards sont braqués sur la Libye, dont la production est affectée par des tensions accrues entre groupes armés», a rappelé un autre analyste.

«La production du pays aurait diminué de 50 000 barils par jour, ce qui devrait profiter à l'Opep, surtout que cette production pourrait encore diminuer».

**R. O.**

Patrimoine territorial

# Un mode architectural et urbanistique à préserver

**Les participants à un séminaire international sur «L'habitat en milieu saharien» ont plaidé, au terme de leurs travaux, dimanche à Illizi, pour une stratégie de valorisation du patrimoine territorial dans ses différentes dimensions, naturelle, humaine et urbanistique.**



L'accent a été mis également sur la nécessité de la mise en place d'une cellule constituée des différents acteurs de la société civile, de spécialistes et des collectivités locales, pour déterminer les repères du mode architectural et urbanistique local, inspiré de l'identité culturelle.

Constitués notamment de chercheurs, d'architectes et d'universitaires spécialisés dans le domaine, les intervenants ont également appelé à la sensibilisation sur la richesse et la diversité de ce riche patrimoine territorial à travers l'organisation, en coordination avec les associations culturelles versées dans le domaine, de visites de terrain au profit des élèves pour leur inculquer le sens de la contribution à la sauvegarde de ce mode urbanistique ancien, en tant que legs patrimonial, culturel et civilisationnel.

Les intervenants ont sug-

géré, en outre, l'inscription de nouvelles opérations de restauration et de réhabilitation de ksar d'El Mihane à Djanet, en vue de réhabiliter les espaces extérieurs et leur fonctionnalité.

Ceci, en plus de la réalisation d'une étude pour éventuellement élargir ces opérations aux autres ksour de Djanet, ainsi que la création d'une banque informatisée de données sur la situation de la ville d'Illizi, pour service de modèle aux autres communes.

Les intervenants lors de ce séminaire ont insisté également sur l'élaboration de registres répertoriant les normes architecturales, urbanistiques et techniques, ainsi que sur l'implication de la société civile, les différents organismes spécialisés et l'organisation d'ateliers pratiques chargés de cette opération.

Placée sous l'intitulé de «L'habitat en milieu saharien entre authenticité et modernité,

situation et perspectives», cette rencontre de quatre jours a permis aux participants d'avancer aussi des suggestions inhérentes au recensement des artisans spécialisés dans le bâti traditionnel, à Illizi, pour étudier la possibilité de leur contribution, avec l'appui des associations culturelles des trois ksour de Djanet (El Mihane, Zelouaz et Djahil), à la formation de nouvelles générations dans ce genre urbanistique.

## Promouvoir le mode architectural de la région, et en faire un modèle

La réactivation du dossier de classification des ksour de Djanet, ainsi que la mise en place d'un groupe de travail composé de cadres du parc culturel du Tassili N'Ajjer, de la direction de la culture et des associations chargés du suivi de cette opération de valorisa-

tion du patrimoine culturel ont été également préconisées. Les participants ont évoqué la diversité du patrimoine urbanistique ancien que recèle la wilaya d'Illizi, avant d'appeler à sa valorisation et en faire un «modèle algérien».

Mourad Marok, de l'université Saâd Dahleb (Blida), a indiqué, dans ce sens, que «cette initiative, dont le nom restera lié au nom d'Illizi, revêt une grande importance dans la promotion de ce cachet urbanistique pour en faire un «modèle» algérien à suivre par d'autres pays», avant de souligner que les recommandations de cette rencontre seront mises en œuvre, en coordination avec les autorités locales de la wilaya d'Illizi et de tous les acteurs concernés par ce volet. Le wali d'Illizi, Atallah Moulati, a, pour sa part, mis en exergue cette initiative, première du genre au niveau de la wilaya et dont les services de la wilaya veilleront à la mise en œuvre de ses recommandations, avant de qualifier cet événement comme une passerelle entre l'administration et les techniciens afin de donner une impulsion au développement local.

Ce séminaire, qui s'est déroulé en présence de spécialistes et d'enseignants de plusieurs pays (Tunisie, Egypte, Arabie Saoudite, Sultanat d'Oman et France), outre la participation des nationaux, a donné lieu à la mise en place de trois ateliers consacrés à l'examen du patrimoine saharien, l'urbanisme des villes sahariennes et le bâti saharien.

Sa cérémonie de clôture a été mise à profit pour honorer les participants, en reconnaissance à leurs efforts déployés pour la promotion et la valorisation du patrimoine culturel urbanistique de la région.

R. S.

Ghardaïa

## Restauration et réhabilitation de maisons cantonnières

Plus de 1,5 million de DA a été mobilisé par la direction des travaux publics de la wilaya de Ghardaïa pour la réhabilitation de maisons cantonnières, a-t-on appris hier du directeur des travaux publics de la wilaya.

Ces maisons cantonnières, destinées à prendre en charge l'entretien des routes, constituent des points importants dans le but d'intervenir promptement sur le terrain pour rétablir le trafic en cas de calamités naturelles, d'ensablement ou d'effondrement d'ouvrages, a indiqué Ali Teggat à l'APS.

Ces structures, sises pour la plupart sur les tronçons des routes nationales traversant le territoire de la wilaya, abritent des agents qui veillent à sécuriser la circulation, à travers des opérations d'entretien des chaussées, ouvrages d'art, dépendances, aménagements ponctuels (sécurisation de carrefour, dégagement de visibilité, rectification de virage...) ou des équipements spécifiques (panneaux de signalisation, marquage au sol, glissières de sécurité) qui permettent d'améliorer la sécurité et le confort des usagers, a-t-il expliqué.

La wilaya de Ghardaïa compte neuf

maisons cantonnières, dont quatre sont alimentées en énergie solaire.

Ces maisons isolées constituent une base de vie pour les agents d'entretien et abritent également du matériel et engins servant aux opérations de désensablement du réseau routier, notamment en période de vent de sable qui touche la région sud de la wilaya. Le réseau routier de la wilaya est constitué de 1 050 km de routes nationales, de près de 300 km de chemins de wilaya et de 463 km de routes communales.

R. K.

Bourse internationale du tourisme de Berlin

## L'Algérie participe à la 51<sup>ème</sup> édition

L'Algérie sera représentée par l'Office national du tourisme (ONT) à la 51<sup>ème</sup> édition de la Bourse internationale du tourisme prévue à Berlin (Allemagne) du 8 au 12 mars.

Cette participation vise à «mettre en avant les atouts touristiques de l'Algérie et la richesse de son patrimoine à travers des films, des photos et des brochures», mais aussi à «informer sur les opportunités d'investissement offertes» dans le pays, a précisé l'ONT dans un communiqué rendu public dimanche.

Cette participation entre dans le cadre de «la mise en œuvre de la stratégie de développement du tourisme en Algérie au titre du schéma-directeur d'aménagement touristique à l'horizon 2030 (Sdat 2030) qui vise à promouvoir la destination touristique nationale».

Le stand algérien réunira «des représentants d'établissements hôteliers et touristiques qui pourront exposer et promouvoir leurs produits et rencontrer des opérateurs étrangers», a précisé la même source.

Des artisans animeront des ateliers tout au long du salon pour faire connaître une facette du patrimoine culturel algérien.

La Bourse internationale du tourisme de Berlin est l'un des plus importants salons du tourisme dans le monde qui offre aux opérateurs l'opportunité d'échanger leurs expériences et expertises et de découvrir les opportunités d'investissement offertes dans le secteur.

Y. N.

El Oued

## Plus de 600 participants attendus au Festival national du chant scolaire

Plus de 600 élèves, issus de différentes écoles du pays, participeront à la 22<sup>ème</sup> édition du Festival national du chant scolaire, prévue du 20 au 23 mars à El Oued, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Structurés en 36 chorales, soit 16 élèves chacune, ces participants, issus de 34 wilayas du pays, se mesureront, quatre jours durant, pour décrocher les premières places, pour chaque palier, dans les concours du texte, de la prestation et de la musique.

Cette manifestation éducative et culturelle vise à déceler des potentiels de talent dans le chant scolaire et à promouvoir ce genre culturel.

Le programme du festival comporte aussi des tables rondes et des communications ayant trait à la situation et les perspectives du chant scolaire en Algérie, ainsi que des circuits touristiques en l'honneur des troupes participantes pour leur faire découvrir les richesses naturelles et archéologiques des régions d'Oued Souf et Oued Righ.

Lancée en 1995, cette manifestation culturelle scolaire annuelle est organisée sous l'égide du ministère de l'Education nationale.

R. N.

Alger

# Une enveloppe pour la réhabilitation des établissements de jeunes



**Près de 100 millions de DA ont été alloués à la réhabilitation des établissements de jeunes à Alger, a-t-on appris dimanche auprès de l'Office des établissements de jeunes de la wilaya d'Alger (Odej).**

« Un budget de près de 100 millions DA est dégagé pour la rénovation de quelques-uns des 10 centres culturels et des 57 maisons de jeunes gérés par l'ODEJ à travers une opération qui concerne de nombreuses communes », a souligné à l'APS le chef section des activités socio-éducatives et de la vie associative, Saad Mohamed Amine.

En 2017, 15 établissements sont concernés par l'opération de rénovation dans de nombreuses communes à l'instar des deux maisons de jeunes Aïn Naâdja ou encore celles de Bach Djerrah, Rouïba auxquels s'ajoutent le centre culturel et la maison de jeunes d'El Harrach. Dix autres maisons de jeunes celles de Bab Ezzour, Bordj El Bahri, Bordj El Kiffan et Hydra ont également bénéficié d'une réhabilitation partielle ou totale en 2015/2016, précise M. Saad. Les structures nécessitant la rénovation sont prises en charge par le plan d'action s'étendant de 2015 à 2017 de sorte qu'en 2018, « il n'y aura que quelques opérations à effectuer », selon

M. Saad.

L'Office des établissements de jeunes gère 70 établissements dont deux auberges de jeunesse, un camp de jeunes à El Kadous, dix centres culturels et 57 maisons de jeunes, a-t-il indiqué. Ce dernier explique que des maisons de jeunes comme de Ouled Fayet sont récentes et n'ont pas besoin de plan de rénovation contrairement à d'autres établissements vétustes qui datent de l'époque coloniale comme celles de bachdjerrah, Auberge Hassiba ben Bouali et Kouba. Le chef section des activités socio-éducatives précise que c'est la Direction de la jeunesse et des sports qui s'occupe des travaux de rénovation à travers le Fonds de wilaya de la promotion des initiatives de la jeunesse et de la pratique sportive. Le plan prend en charge également les équipements de ces établissements ainsi que d'autres structures comme les trois piscines de proximité qui sont rénovées dont celle des Annassers. D'autres communes s'occupent de la rénovation de quelques structures lorsqu'elles dégagent des budgets comme à Hussein Dey. L'objectif des opérations de rénovation est de remettre les lieux en fonction et les adapter aux besoins des jeunes, explique M. Saad.

**22.000 adhérents permanents pratiquent des activités durant toute l'année**

En termes de fréquentation, 22.000 adhé-

rents permanents pratiquent des activités durant toute l'année dans les domaines culturels, scientifiques et sportifs de loisir (et non de performances).

40% de ces adhérents fréquentent les salles de lectures aux cotés des clubs de musique, de théâtre, l'audiovisuel, l'écologie et l'astronomie, indique la même source.

Les adhérents scolarisés et universitaires, ayant entre 6 et 24 ans, représentent 70% du flux de la fréquentation des diverses activités. Les animateurs ainsi que des bénévoles prodiguent de l'aide aux scolarisés grâce à des cours de soutien qui ne sont pas réservés à ceux d'entre eux qui ont des difficultés, précise M. Saad, mentionnant néanmoins qu'il n'y a pas de programme unique dans ce domaine car chaque établissement agit selon ses capacités. La population de plus de 25 ans, y compris les travailleurs, les chômeurs et les femmes au foyer fréquentent aussi ces structures. En plus de son programme, l'ODEJ est contacté par les associations pour établir des conventions et animer au sein des maisons de jeunes d'autres activités comme l'initiation à la cuisine et à la couture. A côté de ces activités, l'ODEJ organise des opérations évènementielles comme les commémorations du 1er novembre et du 8 mars.

R. A.

Laghouat

## Extension de la surface agricole irriguée

■ La surface agricole irriguée a connu une extension dans la wilaya de Laghouat, passant de 9.488 hectares en 1999 à 36.424 hectares en 2016, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Ce résultat a été obtenu grâce à la multiplication du nombre de forages et de l'introduction de systèmes économes en eau dans le domaine de l'irrigation agricole, précise-t-on.

Les surfaces agricoles dotées de différents équipements agricoles (pivots, réseaux d'irrigation et autres) ont enregistré une extension « notable » de 80 ha en 1999 à actuellement 15.500 ha, avec un accroissement des surfaces irriguées par le système de goutte à goutte de 20 à 6.255 hectares sur la même période, a-t-on fait savoir.

La wilaya de Laghouat compte divers ouvrages susceptibles d'impulser l'activité agricole, à savoir près de 3.430 digues traditionnelles, 420 sources et huit (8) retenues hydriques, selon les données de la DSA.

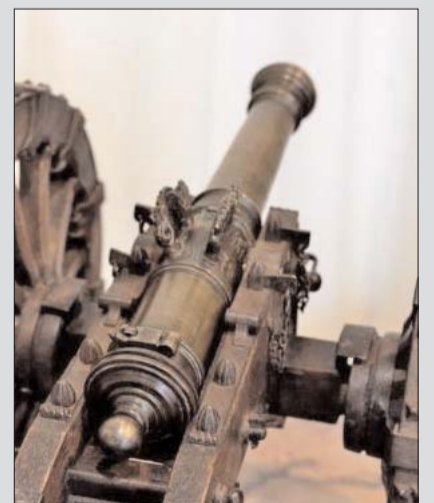
Une étude technique a été élaborée pour la réhabilitation du barrage de Tadjemout qui assure l'irrigation de 800 hectares de terres agricoles, notamment la ferme pilote se trouvant dans la région.

Les programmes de soutien agricole retenus en faveur de la wilaya de Laghouat ont débuté avec un volume de 35 millions DA en 2000, pour atteindre plus de 4 milliards DA à la fin de l'année précédente, a-t-on signalé à la DSA.

L. G.

Oran

## Découverte d'un canon datant de l'époque de l'occupation espagnole



■ Un canon datant de l'époque coloniale espagnole a été découvert dans le vieux quartier Sidi El Houari à Oran, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la culture de la wilaya.

Long de 2,83 mètres et d'un diamètre entre 30 et 60 centimètres, ce canon a été découvert samedi dans un chantier de réalisation d'un système des eaux usées pour la partie basse d'Oran, au boulevard «frères Dahi» du quartier précité, a-t-on indiqué. Pour la conservation de ce canon en acier d'un calibre de 14 cm, la direction de la culture a entamé les procédures d'usage pour son enlèvement du site du chantier, a-t-on précisé de même source.

T. M.

Boumerdès

## Des agriculteurs bénéficieront d'une formation

Un millier d'agriculteurs de la wilaya de Boumerdes bénéficieront durant 2017 d'une opération de formation et de mise à niveau lancée dernièrement, a-t-on appris dimanche du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

Il s'agit de la seconde opération du genre, après celle organisée entre 2015 et 2016, au profit de 2.300 agriculteurs locaux, a indiqué à l'APS Sadek Saadna, précisant que cette formation est inscrite au titre de la mise en œuvre de la convention signée, entre le secteur de la formation, la direction des Services agricoles et la Chambre d'agriculture de la wilaya.

Ce programme de formation est pris en charge par les instituts de formation de Bordj

Menaiel, Kharrouba, Issers, Chaâbat El Aneur et Zemmouri El Bahri.

L'apiculture, l'aviculture, l'élevage ovin et bovin, la mise en valeur des terres, l'élagage des arbres et l'irrigation sont les filières les plus ciblées par cette formation.

Outre un volet théorique, l'opération comporte un volet pratique que les concernés appliqueront directement au niveau de leurs fermes et exploitations.

Cette session, ouverte à toutes les personnes aspirant à une formation agricole, sera clôturée par la remise de diplômes reconnus par le secteur, en plus d'une assistance au profit des bénéficiaires désirant lancer un projet au titre des Programmes de proximité de développement rural

intégré(PPDRI), est-il signalé.

«Elle vise à orienter, former et mettre à niveau les connaissances du plus grand nombre possible d'agriculteurs, en les initiant aux nouvelles méthodes d'exploitation agricole et à l'usage rationnel des engrais et produits phytosanitaires, entre autres», a indiqué M. Saadna.

Plus de 3000 employés des secteurs du bâtiment, des travaux publics, du tourisme, de la pêche et des ressources en eau de la wilaya de Boumerdes ont bénéficié, a-t-on affirmé, d'une mise à niveau au titre d'une vingtaine de conventions de formation signées entre 2015 et 2016 avec le secteur local de la formation professionnelle.

M. B.



# CONFLITS ▶▶

Mossoul (Irak)

## Le quotidien infernal des civils sur la ligne de front

Dans le jardin d'une coquette villa de Mossoul-Ouest, à quelques blocs du front, trois soldats irakiens sont avachis sur l'escalier en pierre du perron. Pendant ce temps, Abou Mariam et sa famille déjeunent au sous-sol, où ils vivent depuis trois mois.



Mossoul, Abou Mariam se dit soulagé d'être débarrassé de l'EI, qui a conquis Mossoul en juin 2014.

«Avec l'EI, la situation était terrible. Ils te demandaient des comptes pour tout : ta barbe, tes vêtements, ta façon de marcher», raconte le quadragénaire qui refuse d'être filmé par peur des représailles.

«Une fois, ils ont demandé pourquoi ma fille avait un pantalon, alors qu'elle portait une veste longue et un foulard sur les cheveux. Elle n'a que 10 ans!», s'exclame-t-il, désignant la jeune Mariam, béret jaune sur ses cheveux sagement coiffés pour accompagner son jean serti de strass. «On veut que tout Mossoul soit libéré, que la sécurité revienne». Dehors, la violence fait rage. A quelques mètres seulement, les forces de sécurité font feu sur une voiture piégée, qui explose en provoquant une énorme boule de feu. Quelques minutes plus tard, accroupis sur la pelouse d'Abou Mariam, deux soldats des forces irakiennes tirent abondamment dans le ciel sur un drone envoyé par l'EI pour larguer des explosifs.

Un calme relatif revient et Abou Mariam surgit au détour d'une rue. «Les enfants ont eu peur, on va aller passer une nuit ou deux chez nos voisins, dans la rue derrière».

AFP

La maison du fonctionnaire de 46 ans se trouve juste au pied du «quatrième pont» qui gît brisé en deux sur le Tigre. Les forces irakiennes ont récemment conquis ce pont et tentent de progresser dans Mossoul-Ouest face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI), après avoir repris fin janvier le contrôle total des quartiers orientaux.

Toutes les élégantes maisons du quartier désert affichent des fenêtres éventrées et des portes arrachées. Parfois, très rarement, des visages enfantins apparaissent derrière une fenêtre. Dans une allée de parking, une voiture carbonisée. Dans une autre, trois combattants de l'EI gisent morts, visage contre terre. «J'ai peur qu'un obus de l'EI nous tombe dessus», confie à l'AFP Abou Mariam, arborant une légère moustache poivre et sel, un jean clair et un gilet noir. Alors qu'il parle, deux explosions viennent coup sur coup faire trembler la maison, qui a perdu toutes ses vitres. Avec sa femme, leurs

trois enfants, dont le plus jeune a quatre mois, et une voisine octogénaire qu'ils hébergent depuis 15 jours, la famille a abandonné la cuisine spacieuse, l'élégant salon avec un écran plat au mur et les vastes chambres du rez-de-chaussée pour trouver refuge au sous-sol.

Dans le jardin, des soldats se prélassent sur le perron, sirotant le thé qu'Abou Mariam a préparé. Un autre a pris place sur une petite balancelle en fer blanc. La pelouse est envahie par des bouteilles d'eau en plastique vides et les boîtes en polystyrène qui contenaient leur repas.

«Ils ont fouillé la maison en arrivant, ils sont polis», assure le père de famille. Dans un coin de son sous-sol, quatre lits de différentes tailles sont serrés les uns contre les autres, face à un petit téléviseur qui diffuse les informations.

A l'autre bout de la pièce, des dizaines de bouteilles d'eau potable sont entassées sous une table de cuisine sur laquelle se

trouvent des paquets de riz et de boulgour. Un réchaud à gaz pour cuisiner est posé sur le sol.

«On ne monte que pour aller aux toilettes. Ça fait trois mois, depuis que les obus ont commencé à tomber sur le secteur», explique Abou Mariam. Deux projectiles ont atterri sur le toit de sa maison, et un troisième dans le jardin.

Blottie dans son lit, un châle sur les épaules, Souheir, la voisine de 82 ans qui s'exprime sous un pseudonyme, n'a jamais voulu quitter la maison qu'elle occupe depuis 40 ans. «Mes neveux m'ont suppliée encore et encore, mais je ne me sens à l'aise que chez moi, je ne voulais pas être un fardeau», confie cette proviseuse à la retraite.

Elle a fini par céder lorsque les bombardements se sont rapprochés, et accepté de rejoindre la famille d'Abou Mariam. «Je me suis dis «je vais mourir et il y aura personne».

Comme de nombreux habitants de

## L'armée reprend un deuxième pont à Mossoul

Les forces irakiennes ont repris lundi au groupe Etat islamique le contrôle du pont Al Horreya, qui enjambe le fleuve Tigre et mène à la vieille ville de Mossoul, a annoncé un porte-parole de l'armée.

Il s'agit du deuxième des cinq ponts sur le Tigre à repasser sous le contrôle des forces gouvernementales depuis qu'elles ont lancé leur opération de reconquête de la partie ouest de Mossoul le 19 février.

«Nous contrôlons l'extrémité occidentale du pont», a déclaré un officier de presse de la Force de réponse rapide, unité d'élite du ministère de l'Intérieur chargée des opérations le long du fleuve Tigre.

Un premier pont, le plus au sud sur le Tigre qui coupe la grande ville du nord de l'Irak en deux, avait été repris la semaine dernière.

Après avoir reconquis en 100 jours la partie orientale de Mossoul, sur la rive gauche du fleuve, dans le cadre de l'offensive lancée à la mi-octobre, les forces gouvernementales irakiennes, appuyées par les moyens de la coalition internationale sous commandement américain, ont lancé le mois dernier l'assaut contre la partie occidentale de la ville.

Elles progressent vers la vieille ville en provenance du sud, via l'aéroport repris en quatre jours, et du sud-ouest.

AFP

Syrie

## Les forces arabo-kurdes coupent un axe crucial pour Daech

Les combattants d'une alliance arabo-kurde luttant contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) en Syrie avec le soutien de Washington ont coupé lundi l'axe de ravitaillement des terroristes entre Raqa et Deir Ezzor, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). «Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont réussi, avec le soutien aérien de la coalition internationale, à

couper la principale voie de ravitaillement de l'EI entre la ville de Raqa et la province de Deir Ezzor qu'il contrôle plus à l'Est», a indiqué le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane. L'alliance FDS appuyée par la coalition internationale est en train de resserrer l'étau autour de Raqa, la capitale de facto du groupe terroriste Daech. La ville tenue par les terroristes n'est plus accessible que par un seul grand axe le long de la vallée de

l'Euphrate vers Deir Ezzor, les FDS ayant coupé toutes les autres voies de communication. Les FDS, dominées par les milices kurdes, avaient pris le contrôle de Minbej en août 2016.

Les Etats-Unis appuient, au grand dam d'Ankara, ces milices kurdes qu'ils considèrent comme une force locale efficace pour combattre l'EI.

T. L.

## Turquie Opérations «antiterroristes» dans le sud-est kurde

Les forces de sécurité turques ont lancé dimanche soir l'une des plus vastes opérations «antiterroristes» de ces dernières années dans le sud-est à majorité kurde, ciblant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon les autorités.

Quelque 7 000 gendarmes, 600 policiers d'élite, ainsi que des dizaines d'hélicoptères et de blindés ont été mobilisés pour cette offensive à Lice, dans la province de Diyarbakir, ont indiqué des sources de sécurité.

En outre, 18 villages ont été placés sous un strict couvre-feu jusqu'à nouvel ordre, a indiqué le gouverneur de la province de Diyarbakir dans un communiqué.

Cette opération vise à «neutraliser les membres et les complices du (PKK), dont des cadres, qui sont soupçonnés de mener des activités dans ces zones boisées et montagneuses», selon ce communiqué.

Après la rupture d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984, les violences entre le PKK et Ankara ont repris à l'été 2015.

De jeunes partisans du PKK, une organisation classée «terroriste» par la Turquie et ses alliés occidentaux, ont lancé un mouvement insurrectionnel dans plusieurs villes du sud-est, où les autorités ont envoyé des chars et des militaires pour les en déloger.

En parallèle de cette guérilla urbaine, qui est désormais terminée, la mouvance séparatiste kurde a lancé une campagne d'attentats qui ont ensanglanté le pays, frappant notamment Ankara et Istanbul.

La nouvelle offensive des forces de sécurité survient à quelques semaines d'un référendum sur une révision constitutionnelle qui renforcerait les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan.

R. I.



Nigeria

# Guerre sans répit pour la terre entre agriculteurs et nomades

Un long fusil artisanal suspendu à l'épaule, Dalami Tukura regarde la tombe où vient d'être enterré son frère, un petit monticule de terre rouge surmonté d'une croix en paille tressée. Il a été tué par des éleveurs nomades qui ont attaqué sa maison, dans le nord du Nigeria.



"Ils l'ont abattu", lâche l'agriculteur, la voix émue. "Je veux protéger mon village natal et toute ma famille", dit-il.

Son ressentiment est partagé par beaucoup, dans le sud de l'Etat de Kaduna, théâtre d'une lutte acharnée pour l'accès à la terre.

Depuis quelques mois, des centaines de personnes ont été tuées dans cette région, qui a plongé dans une spirale d'attaques et de représailles entre éleveurs peuls musulmans (appelés également fulanis) et agriculteurs chrétiens.

Le 19 février, à la tombée de la nuit, des hommes armés ont mené un raid sanglant sur le village de Bakin Kogi, brûlant des maisons et s'emparant des quelques richesses de ses habitants: matelas, téléviseurs, nourriture...

Le frère aîné de Dalami Tukura fait partie des sept personnes qui ont perdu la vie cette nuit-là. Au total, 26 personnes ont été tuées

en 48 heures lors d'attaques similaires dans les villages alentour.

Le dernier acte de ce conflit séculaire pour l'appropriation des terres a fait au moins 200 morts depuis octobre 2016, selon les estimations les plus prudentes, et a perturbé la production de nourriture dans cette région fertile et agricole.

## Violences et couvre-feu

En l'absence de stratégie nationale, l'engrenage de la haine entre bergers nomades et agriculteurs a pris des proportions sidérantes.

La réponse militaire musclée, ainsi que les commentaires incendiaires de certains politiciens et dignitaires religieux n'ont fait qu'attiser les tensions, estiment les spécialistes.

"Avec Boko Haram (groupe jihadiste actif dans le nord-est du Nigeria), c'est beaucoup plus clair, vous connaissez l'ennemi", analyse Sola Tayo, chercheuse associée à

Chatham House, un groupe de réflexion basé à Londres. Mais dans le contexte nigérian, "le fait (que le conflit pour la terre soit) manipulé par autant d'acteurs différents (religieux et ethniques notamment), cela alimente la violence."

La région ressemble à un terrain de guerre. La ville de Kafanchan, épice de violences, enchaîne les couvre-feu depuis octobre. Dans le village de Bakin Kogi, la plupart des femmes et des enfants sont partis, et militaires et policiers ont au contraire été déployés.

Au milieu des épaves de maisons calcinées, s'échappe une surprenante odeur de miel épice au gingembre: c'est l'une des cultures de base de la région et les sacs contenant les dernières récoltes n'ont pas été épargnés par les flammes.

Des miliciens en armes se rassemblent à l'ombre des manguiers, tandis que d'autres patrouillent à moto sur les routes poussiéreuses de Bakin Kogi. Ils ont l'air inquiets, mais aussi résolus. Le bruit court qu'une autre attaque se prépare...

## Echec global

Le président nigérian Muhammadu Buhari - un musulman d'origine peule - est très critiqué pour son silence autour de ce conflit. Il s'est finalement exprimé en décembre après une énième attaque.

Quant au gouverneur de l'Etat de Kaduna, Nasir El-Rufai, il a répondu par un déploiement massif d'hommes en armes et par une surveillance aérienne quotidienne dans la zone.

Parallèlement, dans le sud du Nigeria, majoritairement chrétien, de nombreux pasteurs et politiciens appellent les agriculteurs à se défendre par eux-mêmes face aux "éleveurs déchaînés".

"Ni le gouvernement de Kaduna ni le gouvernement fédéral -largement composé de peuls- ne sont perçus comme des arbitres impartiaux", estime le commentateur politique nigérian Chris Ngwodo. "Il est plus exact de voir ce conflit comme une composante d'une crise plus large liée à l'échec de l'Etat et à la ruption de l'ordre public."

Les dirigeants peuls accusent, eux, les agriculteurs d'hypocrisie, pointant régulièrement les attaques menées contre les ber-

gers et leur précieux bétail.

"Il n'est pas dans notre nature d'attaquer", affirme à l'AFP Ibrahim Abdullahi, de l'Association nigérienne des éleveurs de bétail de Miyetti Allah (MACBAN).

"Un homme fulani suit le 'Fulaku'", assure-t-il, en référence à un ancien code moral qui met l'accent sur l'honnêteté, l'humilité et l'honneur de la famille. "Mais nous ferons ce qui est nécessaire pour protéger nos vies et notre patrimoine".

Le conflit, souvent décrit à tort comme étant religieux, puise ses racines dans des rivalités ethniques et pastorales ancestrales. Pour Ibrahim Abdullahi, son vrai moteur vient de la croissance démographique du Nigeria, l'une des plus rapides du monde selon l'ONU. L'accapement des terres gêne de plus en plus les routes de pâturage traditionnelles. Une des solutions avancées serait de sédentariser les bergers, en introduisant des techniques d'élevage modernes. Mais les millions d'éleveurs fulani qui traversent les pays sahéliers continuent de revendiquer une vie nomade.

La mise en place d'une véritable politique nationale semble aujourd'hui indispensable pour faire face à la pénurie de ressources.

"A moins de trouver une solution permanente à l'élevage nomade, les conflits entre agriculteurs et nomades s'intensifieront", prédit Moses Ochon, professeur d'histoire africaine à l'Université Vanderbilt aux États-Unis. "Il est peut-être temps de repenser tout le paradigme de l'élevage."

AFP

Mali

## Au moins 10 morts dans une attaque contre l'armée

Au moins dix militaires maliens ont été tués tôt dimanche matin au cours d'une attaque contre la base militaire de Boulikessi, au Mali, à la frontière avec le Burkina Faso, ont rapporté des médias citant une source militaire malienne.

"Nous avons perdu au moins dix hommes. C'est une de nos positions qui a été attaquée tôt ce dimanche matin par des terroristes, A la frontière avec le Burkina Faso. Nous avons plusieurs hommes qui sont très probablement vivants, mais (ils se sont réfugiés) en territoire burkinabè", a-t-on ajouté de même source citée par l'AFP.

Boulikessi, qui est une localité frontalière malienne des provinces du Soum et de l'Oudalan au Burkina Faso, a été prise pour cible dimanche par des assaillants non identifiés, selon un habitant et un officier malien.

"Le village de Boulikessi, au Mali, où est basé un détachement de l'armée malienne, a été attaqué ce matin (dimanche) aux environs de 05H00 du matin par des éléments terroristes," a confié un habitant de Douentza, chef-lieu de cercle du village.

L'attaque a été confirmée par un officier de l'armée malienne à Bamako qui a précisé que "des renforts (ont été) envoyés sur place pour traquer les responsables et faire le point sur les dégâts".

Cet officier a confirmé que les agresseurs, surpris, ont dû traverser la frontière et se sont retrouvés en territoire burkinabè.

R. A.

Soudan

# Un groupe rebelle libère 125 prisonniers de guerre

Plus de cent prisonniers de guerre soudanais, capturés pour certains il y a plusieurs années par un groupe rebelle soudanais, ont été remis dimanche aux autorités de Khartoum, grâce à une médiation de l'Ouganda, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Parmi les prisonniers figuraient des soldats de l'armée gouvernementale soudanaise et des civils. Ils avaient été capturés par la branche Nord du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM-N), lors de combats dans les Etats soudanais du Kordofan-Sud (sud) et du Nil Bleu (sud-est), certains il y a sept ans et demi.

Depuis jeudi, 125 prisonniers ont été transférés de deux sites situés dans le nord du Soudan du Sud vers Kampala. Ils ont pris dimanche un avion pour Khartoum, depuis l'aéroport de la capitale ougandaise, à Entebbe, selon un journaliste de l'AFP.

Le Comité international de la Croix-Rouge "a facilité la libération et le rapatriement" de ces 125 personnes, a indiqué l'organisation dans un communiqué. L'opération, qui a duré "quatre jours", "fait suite à une demande des autorités de Kampala, de Khartoum et de Juba et du SPLM-N", a précisé le CICR.

Le CICR souligne également avoir interrogé "tous les détenus pour s'assurer qu'ils voulaient retourner à Khartoum" et des contrôles médicaux ont été effectués pour s'assurer qu'ils étaient en état de voyager.

L'armée soudanaise avait salué dimanche de son côté la libération d'un groupe de prisonniers, évoquant le chiffre de 127.

Le secrétaire général du SPLM-N, Yasir Arman, a indiqué à l'AFP dans un entretien téléphonique que la libération des prisonniers était un geste humanitaire pour "amener du bonheur à leurs familles".

Les négociations ayant mené à leur libération ont été menées sous l'égide de l'Ouganda. Elles ont donné lieu à des discussions directes entre le président ougandais Yoweri Museveni et son homologue soudanais Omar el-Béchir.

Lors d'une conférence de presse, un haut responsable du ministère soudanais des Affaires étrangères, Mohamed Saïed Hassan, a remercié l'Ouganda pour son rôle dans ces négociations. Il estime que cela "ouvre la voie à plus de coopération entre nos deux pays".

Le plus ancien des prisonniers avait été capturé en juin 2009 et le plus récent il y a

six mois.

Parlant à l'AFP sur la piste de l'aéroport d'Entebbe, juste avant de prendre l'avion pour Khartoum, le plus haut gradé parmi les prisonniers, le colonel Lirifat Abdala Ahmed, a expliqué avoir été bien traité depuis sa capture en mai 2013.

"Il n'y a pas eu de mauvais traitements, ni de mauvais comportements", a-t-il affirmé. "J'ai servi pendant 25 ans dans l'armée soudanaise et maintenant je veux rentrer chez moi pour me reposer."

Les Etats du Kordofan-Sud et du Nil Bleu sont, comme celui du Darfour (ouest), en proie depuis 2011 à des conflits entre le gouvernement et des rebelles qui s'estiment politiquement et économiquement marginalisés.

Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et des millions déplacées dans ces régions où des groupes ethniques minoritaires se sont soulevés contre un régime dominé par les Arabes.

Khartoum avait unilatéralement prolongé de six mois en janvier un cessez-le-feu en vigueur depuis juin dans ces trois Etats, mais des combats ont repris fin février au Kordofan-Sud.

AFP

Venezuela

# La NSA a-t-elle assassiné Hugo Chavez ?

**En 2013, le Venezuela a connu un des moments les plus difficiles de son histoire avec le décès du président Hugo Chavez, le 5 mars. Chavez, leader de grande envergure, fut victime d'un cancer agressif dont il mourut en moins de deux ans. Pendant ses 14 années au pouvoir, ce président charismatique (toujours élu démocratiquement et à la grande majorité) s'est confronté à de grands et puissants ennemis : coups d'état, sabotages économiques, interventions électorales, guerre psychologique, financement à coup de millions de dollars à l'opposition du pays par des agences américaines, et des attentats contre sa personne, furent quelques unes des méthodes et des stratégies de déstabilisation auxquelles il dût faire face pendant son mandat.**

Par Eva Golinger

Il était en tête de liste de la CIA comme cible principale de leurs agressions et les États-Unis amplifièrent de façon significative (ouvertement ou secrètement) leur présence militaire autour du Venezuela durant sa Présidence. Tout cela fit que sa mort brutale et inattendue fit naître beaucoup de soupçons parmi ses partisans et tous ceux qui s'intéressaient à sa vision sociopolitique. Chavez défiait les intérêts des plus puissants et en même temps contrôlait les plus grandes réserves pétrolières de la planète.

## La mort de Chavez peut-elle avoir été un assassinat politique ?

Il y a quelques années, cette question aurait fait sourire une grande partie des lecteurs, mais aujourd'hui, avec l'immense quantité de documents publiés par le lanceur d'alerte Wikileaks et l'ex agent de la NSA, Edward Snowden, nous informant sur les graves atteintes aux droits de l'homme et à la souveraineté des pays commises par le Gouvernement des États-Unis, ce ne sont plus seulement les "conspiranoïaques" et les connaisseurs de la politique sale des États-Unis qui se posent des questions de ce genre.

Aujourd'hui le monde sait comment le gouvernement des États-Unis espionne ses amis, ses alliés, ses citoyens et ses ennemis ; personne n'échappe aux yeux et aux oreilles de Washington. On sait aujourd'hui que presque toutes les ambassades des États-Unis dans le monde sont des centres d'espionnage et d'opérations d'intelligence, bafouant ainsi toutes les normes et les règles internationales, sans se soucier des conséquences.

On sait toutes les graves atteintes aux droits de l'homme qui ont été commises par les forces armées américaines en Irak et en Afghanistan, et on sait aussi comment le Gouvernement de Barak Obama a augmenté l'utilisation d'avions sans pilotes (drones) pour assassiner des innocents par télécommande.



On sait aujourd'hui la rage avec laquelle le Gouvernement du premier Afro-étasunien à la Présidence poursuit ceux qui dévoilent des vérités sur les abus de Washington, et plus encore quand ce sont des citoyens étasuniens comme Bradley (Chelsea) Manning, Edward Snowden et Jeremy Hammond. On sait que Washington a utilisé son pouvoir économique pour tenter de neutraliser Wikileaks et geler ses finances, bloquant son accès à Mastercard, Visa et Paypal avec le seul objectif d'étouffer sa voix et d'empêcher sa publication continue de documents qui dévoilaient les basses actions de la Maison Blanche.

Toutes ces révélations ont rendu le public mondial moins sceptique et plus réaliste quand il s'agit de la capacité du Gouvernement américain à réduire ses ennemis au silence, cacher ses erreurs et utiliser tous les moyens possibles pour conserver sa domination.

Hugo Chavez a toujours été un caillou dans la chaussure impériale. Sous-estimé par les analystes et conseillers "d'esprit guerre froide" de Washington, Chavez mit fin à l'influence et à la domination des États-Unis en Amérique Latine en moins d'une décennie.

Il a transformé le Venezuela, pays dépendant et soumis à la culture politique américaine en une nation souveraine, libre, indépendante, digne et orgueilleuse de ses racines, de son histoire et de sa culture afro-indo-américaine. Il a repris le contrôle des ressources stratégiques, non seulement du Venezuela mais dans toute l'Amérique Latine, toujours sous le drapeau de la justice sociale.

Il a impulsé l'intégration régionale et la création d'organisations comme l'Union des Nations Sud-Américaines (Unasur), l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba), la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Clac), entre autres. Sa main ferme face aux agressions des États-Unis fut un exemple et une inspiration pour des millions dans le monde, qui virent avec espoir la révolution au Venezuela et son expansion régionale.

Sans doute beaucoup d'intérêts puissants à Washington et ailleurs, désiraient la disparition physique de Hugo Chavez. Ils essayèrent d'y parvenir avec un coup d'État soutenu par Washington en avril 2002 qui échoua. Quelques mois après, on essaya de le sortir du pouvoir par un très important sabotage économique qui faillit détruire l'industrie pétrolière du pays, mais cela aussi échoua. Un an et demi après, des paramilitaires mercenaires furent envoyés de Colombie pour l'assassiner mais ils furent capturés par les autorités Vénézuéliennes et le complot fut neutralisé. Dans les années qui ont suivi, il y eut de multiples attentats

contre sa personne et beaucoup de plans pour déstabiliser son gouvernement, mais aucun ne fonctionna.

Pendant ce temps, la popularité de Chavez ne cessait de grandir et son projet socialiste commençait à se consolider dans le pays.

Les documents de la NSA filtrés par Snowden, ont révélé que le Président Chavez et son gouvernement était sur la liste des six cibles principales de l'espionnage Américain depuis au moins 2007. À peine un an avant, la Maison Blanche avait créé une mission spéciale d'intelligence pour le Venezuela, qui faisait ses rapports directement au directeur national d'intelligence sans passer par la CIA ni aucune des 15 autres agences d'intelligence des États-Unis.

Cette mission spéciale était complètement clandestine et disposait de grands moyens financiers et autres. Il existait seulement deux autres missions de ce style : pour l'Iran et la Corée du Nord. Associer le Venezuela à deux pays ennemis déclarés de Washington est un indicateur du niveau de menace qu'Hugo Chavez représentait pour le Gouvernement des États-Unis.

## La maladie

Le cancer dont souffrit Hugo Chavez, et qui causa sa mort si subite était rare. Comme Nicolas Maduro l'a expliqué, son cancer fut inhabituel, sans nom et très agressif. Il n'était pas d'un organe en particulier. Il n'y a pas eu de cas de cancers dans la famille Chavez, il n'y avait aucune prédisposition génétique. Il fut détecté en juin 2011 et malgré de très forts traitements, il mourut en moins de deux ans.

Des documents déclassifiés de l'armée des États-Unis obtenus par Associated Press en 1995 grâce à la Loi d'accès à l'information (Foia) mirent en évidence que depuis 1948, le Pentagone cherchait à mettre au point une arme de radiation pour les assassinats politiques.

Une autre étude des renseignements de l'armée étasunienne en 1969 confirma que l'utilisation clandestine de la radiation en tant qu'arme pouvait causer de graves maladies ou même la mort d'adversaires politiques. En d'autres termes, c'était une méthode d'assassinat qu'ils mettaient activement au point.

On peut facilement imaginer, si Washington faisait des essais de radiation comme arme d'assassinat politique depuis 1948 jusqu'où a pu parvenir cette technologie au XXI<sup>e</sup> siècle.

## Assassinat par le biais de l'espionnage

Un câble secret du Département d'État du 31 Janvier 1976 alertait sur les graves

effets sur la santé causés par les micro-ondes radioactives utilisées par le KGB pour espionner l'ambassade des États-Unis à Moscou :

"Selon nos médecins experts l'exposition prolongée à des micro-ondes radioactives aux niveaux mesurés à l'ambassade des États-Unis constitue une menace pour la santé". Pourtant Washington développa des outils d'espionnage beaucoup plus puissants et avec de plus grandes fréquences de radiation.

Des documents de la NSA, filtrés par Edward Snowden et publiés récemment par le journal Allemand Der Spiegel se réfèrent à un puissant équipement développé par l'agence Américaine, qui émet des radio-ondes continues et à haute fréquence contre une cible pour surveiller et capturer toutes ses communications. D'après un document ultra secret de la NSA, cet équipement, le CTX 4000 est une "unité radar portable d'ondes continues (CW). Il peut être utilisé pour illuminer une cible afin de récupérer de l'information en dehors du réseau".

Le CTX 4000 a la capacité de collecter des signaux qui ne pourraient l'être autrement, ou le seraient très difficilement ainsi que leur traitement. Le document détaille ses capacités : "Rang de fréquence : 1-2 GHz ; bande large à 45MHz ; puissance de sortie : jusqu'à 2W, utilisant l'amplificateur interne ; amplificateur externe jusqu'à 1KW".

Un kilowatt est une forte capacité et quantité d'ondes radioactives. Cette quantité projetée sur une personne pendant une période continue peut causer de graves dommages à sa santé. L'étude de l'Armée des États-Unis en 1969, (mentionnée antérieurement) sur les effets sur la santé de la radiation en tant qu'arme, souligne que l'impact (ou l'évènement désiré, en d'autres termes la mort de la cible) pourrait avoir lieu des années après l'exposition à l'agent radioactif.

Parmi les documents de la NSA publiés par le Spiegel, se trouvent des renseignements sur d'autres formes d'espionnage au travers des téléphones portables, des systèmes Wifi, et des réseaux mobiles qui pourraient aussi avoir de graves effets sur la santé des cibles. Pourtant l'utilisation d'un équipement radar portable qui émet des ondes continues à haute fréquence contre une personne semble être plus encore qu'un mécanisme d'espionnage un instrument d'assassinat.

Hugo Chavez fut la principale cible de la NSA pendant des années. La possibilité que leurs outils d'espionnage aient contribué, sinon causé sa maladie, ne paraît plus autant science fiction que ça l'aurait paru en d'autres temps.

E. G.

# 50 vérités sur Hugo Chávez et la Révolution bolivarienne



**Décédé le 5 mars 2013 à l'âge de 58 ans des suites d'un cancer, le président Hugo Chávez a marqué à jamais l'histoire du Venezuela et de l'Amérique latine.**

Par Salim Lamrani

1. Jamais dans l'histoire de l'Amérique latine, un leader politique n'avait atteint une légitimité démocratique aussi incontestable. Depuis son arrivée au pouvoir en 1999, seize élections ont eu lieu au Venezuela. Hugo Chávez en a remporté quinze, dont la dernière en date, le 7 octobre 2012. Il a toujours battu ses opposants avec un écart allant de 10 à 20 points.

2. Toutes les instances internationales, de l'Union européenne à l'Organisation des Etats américains, en passant par l'Union des nations sud-américaines et le Centre Carter, ont été unanimes pour reconnaître la transparence des scrutins.

3. James Carter, ancien président des Etats-Unis, a déclaré que le système électoral vénézuélien était le " meilleur au monde ".

4. L'universalisation de l'accès à l'éducation élaborée depuis 1998 a eu des résultats exceptionnels. Près de 1,5 millions de Vénézuéliens ont appris à lire, écrire et compter grâce à la campagne d'alphabétisation, nommée Mission Robinson I.

5. En décembre 2005, l'Unesco a décrété que l'illettrisme avait été éradiqué au Venezuela.

6. Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 6 millions en 1998 à 13 millions en 2011 et le taux de scolarité dans l'enseignement primaire est désormais de 93,2%.

7. La Mission Robinson II a été lancée afin d'amener l'ensemble de la population à atteindre le niveau du collège. Ainsi, le taux de scolarité dans l'enseignement secondaire est passé de 53,6% en 2000 à 73,3% en 2011.

8. Les Missions Ribas et Sucre ont permis à des centaines de milliers de jeunes adultes d'entreprendre des études universitaires. Ainsi, le nombre d'étudiants est passé de 895 000 en 2000 à 2,3 millions en 2011, avec la création de nouvelles universités.

9. Au niveau de la santé, le Système national public de santé a été créé afin de garantir l'accès gratuit aux soins à tous les Vénézuéliens. Entre 2005 et 2012, 7 873 centres médicaux ont été créés au Venezuela.

10. Le nombre de médecins est passé de 20 pour 100 000 habitants en 1999 à 80 pour

100 000 habitants en 2010, soit une augmentation de 400%.

11. La Mission Barrio Adentro lui a permis de réaliser 534 millions de consultations médicales. Près de 17 millions de personnes ont ainsi pu être soignées, alors qu'en 1998, moins de 3 millions de personnes avaient un accès régulier aux soins. 1,7 million de vies ont ainsi été sauvées entre 2003 et 2011.

12. Le taux de mortalité infantile est passé de 19,1 pour 1 000 en 1999 à 10 pour mille en 2012, soit une réduction de 49%.

13. L'espérance de vie est passée de 72,2 ans en 1999 à 74,3 ans en 2011.

14. Grâce à l'Opération Milagro lancée en 2004, 1,5 million de Vénézuéliens atteints de cataractes et autres maladies oculaires, ont retrouvé la vue.

15. De 1999 à 2011, le taux de pauvreté est passé de 42,8% à 26,5% et le taux de pauvreté extrême de 16,6% à 7%.

16. Au classement de l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Venezuela est passé du 83ème rang en 2000 (0,656) au 73ème rang en 2011 (0,735), intégrant ainsi la catégorie des nations à l'IDH élevé.

17. Le coefficient de GINI, qui permet de calculer les inégalités dans un pays, est passé de 0,46 en 1999 à 0,39 en 2011.

18. Selon le Pnud, le Venezuela, qui dispose du coefficient de GINI le plus bas d'Amérique latine, est le pays de la région où il y a le moins d'inégalités.

19. Le taux de malnutrition infantile a été réduit de près de 40% depuis 1999.

20. En 1999, 82% de la population avait accès à l'eau potable. Ils sont désormais 95%.

21. Durant la présidence de Chávez, les dépenses sociales ont augmenté de 60,6%.

22. Avant 1999, seules 387 000 personnes âgées recevaient une pension de retraite. Elles sont désormais 2,1 millions à en bénéficier.

23. Depuis 1999, 700 000 logements ont été construits au Venezuela.

24. Depuis 1999, le gouvernement a remis plus d'un million d'hectares de terres aux peuples autochtones du pays.

25. La réforme agraire a permis à des dizaines de milliers d'agriculteurs de posséder leurs terres. Au total, plus de 3 millions d'hectares de terres ont été distribués.

26. En 1999, le Venezuela produisait 51% des aliments qu'il consommait. En 2012, la production est de 71%, alors que la consommation d'aliments a augmenté de 81% depuis 1999. Si la consommation de 2012 était similaire à celle de 1999, le Venezuela

produirait 140% des aliments consommés au niveau national.

27. Depuis 1999, le taux de calories consommées par les Vénézuéliens a augmenté de 50% grâce à la Mission Alimentation qui a créé une chaîne de distribution de 22 000 magasins alimentaires (Mercial, Casas de Alimentación, Red Pdval), où les produits sont subventionnés à hauteur de 30%. La consommation de viande a augmenté de 75% depuis 1999.

28. Cinq millions d'enfants reçoivent désormais une alimentation gratuite à travers le Programme d'alimentation scolaire. Ils étaient 250 000 en 1999.

29. Le taux de malnutrition est passé de 21% en 1998 à moins 3% en 2012.

30. Selon la FAO, le Venezuela est le pays d'Amérique latine et de la Caraïbe le plus avancé dans l'éradication de la faim.

31. La nationalisation de l'entreprise pétrolière PdVsa en 2003 a permis au Venezuela de retrouver sa souveraineté énergétique.

32. La nationalisation des secteurs électriques et de télécommunications (Cantv et Electricidad de Caracas) ont permis de mettre fin à des situations de monopole et d'universaliser l'accès à ces services.

33. Depuis 1999, plus de 50 000 coopératives ont été créées dans tous les secteurs de l'économie.

34. Le taux de chômage est passé de 15,2% en 1998 à 6,4% en 2012, avec la création de plus de 4 millions d'emplois.

35. Le salaire minimum est passé de 100 bolivars (16 dollars) en 1999 à 2047,52 bolivars (330 dollars) en 2012, soit une augmentation de plus de 2000%. Il s'agit du salaire minimum en dollars le plus élevé d'Amérique latine.

36. En 1999, 65% de la population active touchait le salaire minimum. En 2012, seuls 21,1% des travailleurs disposent de ce niveau de salaire.

37. Les adultes d'un certain âge n'ayant jamais travaillé disposent d'un revenu de protection équivalant à 60% du salaire minimum.

38. Les femmes seules et les personnes handicapées reçoivent une allocation équivalente à 80% du salaire minimum.

39. Le temps de travail est passé à 6h par jour et à 36 h hebdomadaires sans diminution de salaire.

40. La dette publique est passée de 45% du PIB en 1998 à 20% en 2011. Le Venezuela s'est retiré du FMI et de la Banque mondiale en remboursant par anticipation toutes ses dettes.

41. En 2012, le taux de croissance au

Venezuela a été de 5,5%, l'un des plus élevés au monde.

42. Le PIB par habitant est passé de 4 100 dollars en 1999 à 10 810 dollars en 2011.

43. Selon le rapport annuel World Happiness de 2012, le Venezuela est le second pays le plus heureux d'Amérique latine, derrière le Costa Rica, et le 19ème au niveau mondial, devant l'Allemagne ou l'Espagne.

44. Le Venezuela offre un soutien direct au continent américain plus important que les Etats-Unis. En 2007, Chávez a alloué pas moins de 8,8 milliards de dollars en dons, financements et aide énergétique contre seulement 3 milliards pour l'administration Bush.

45. Pour la première fois de son histoire, le Venezuela dispose de ses propres satellites (Bolívar et Miranda) et est désormais souverain dans le domaine de la technologie spatiale. Internet et les télécommunications sont disponibles sur tout le territoire.

46. La création de Pétrocaribe en 2005 permet à 18 pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, soit 90 millions de personnes, d'acquiescer du pétrole subventionné à hauteur de 40% à 60%, et d'assurer leur sécurité énergétique.

47. Le Venezuela apporte également son aide aux communautés défavorisées des Etats-Unis en lui fournissant de l'essence à des tarifs subventionnés.

48. La création de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba) en 2004 entre Cuba et le Venezuela a jeté les bases d'une alliance intégratrice basée sur la coopération et la réciprocité, qui regroupe huit pays membres, et qui place l'être humain au centre du projet de société, avec l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

49. Hugo Chávez est à l'origine de la création en 2011 de la Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe (Celac) qui regroupe pour la première fois les 33 nations de la région, qui s'émancipent ainsi de la tutelle des Etats-Unis et du Canada.

50. Hugo Chávez a joué un rôle essentiel dans le processus de paix en Colombie. Selon le président Juan Manuel Santos, " si nous avançons dans un projet solide de paix, avec des progrès clairs et concrets, des progrès jamais atteints auparavant avec les Farc, c'est également grâce au dévouement et à l'engagement de Chávez et du gouvernement du Venezuela ".

S. L.

Corée du Sud

# La présidente accusée de collusion, Samsung de corruption

La présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, suspendue de ses fonctions dans le cadre d'une procédure de destitution, s'est rendue coupable de collusion pour toucher de l'argent du conglomérat Samsung en échange d'une intervention en faveur du dirigeant du groupe industriel, a déclaré hier le procureur spécial.

Dans une déclaration détaillant les conclusions de ses investigations, le magistrat explique que la présidente et sa confidente, Choi Soon-sil, à l'origine de l'affaire, se sont secrètement entendues pour aider Jay Y. Lee à renforcer son emprise sur Samsung.

Le procureur explique que le National Pension Service (NPS), une caisse publique des retraites dépendant du ministère de la Santé, a voté en faveur d'une fusion de deux filiales du groupe alors même qu'il anticipait une

perte d'environ 140 milliards de won (120 millions de dollars) liée à ce rapprochement voulue par Lee. «Le vice-président du groupe Samsung Jae-yong Lee s'est secrètement entendu avec d'autres, dont le directeur stratégie du groupe Choi Gee-sung, pour soudoyer la présidente et Choi Soon-sil dans le but de recevoir un soutien (...), a déclaré le procureur Park Young-soo lors d'une conférence de presse télévisée.

La présidente Park, Choi et Lee se défendent de toute malversation. Dans un communiqué, l'avo-



cat de la présidente a déclaré que la thèse du procureur spécial relevait d'une «fiction absurde, très éloignée de la réalité». Park Geun-hye, a-t-il ajouté, n'a pas ordonné à la caisse des retraites de voter en faveur du projet de fusion et n'a pas reçu de commissions occultes versées par le patron du «chaebol», a ajouté Yoo Yeong-ha. Le groupe Samsung s'est pareillement inscrit en faux contre les conclusions du procureur spécial, affirmant n'avoir jamais versé de

pots-de-vin ni cherché à se procurer les faveurs de la présidente Park. «La procédure judiciaire révélera la vérité», ajoute le conglomérat dans un communiqué. L'enquête du procureur spécial portait sur le scandale de trafic d'influence qui a conduit le Parlement à ouvrir à une très large majorité une procédure de destitution contre la présidente.

Suspendue de ses fonctions début décembre par les députés, la chef de l'Etat attend désormais les

conclusions de la Cour suprême, qui doit décider d'ici la fin du mois si elle la révoque de ses fonctions ou si elle annule le vote des députés.

Park Geun-hye et sa confidente, Choi Soon-sil, sont accusées d'avoir exercé des pressions sur les grandes entreprises sud-coréennes pour qu'elles financent deux fondations créées par la seconde pour soutenir l'action politique de la première.

AFP

Ecoutes présumées

## La Maison-Blanche demande au Congrès d'enquêter



La Maison-Blanche a demandé dimanche au Congrès américain de déterminer si l'administration Obama a abusé de son «pouvoir d'enquête» lors de la campagne pour les élections de la fin 2016. Cette demande intervient au lendemain d'accusations lancées par Donald Trump d'après lequel son prédécesseur, Barack Obama, a ordonné de placer sur écoutes les téléphones de la Trump Tower à New York, qui était alors le QG de campagne du candidat républicain à la Maison blanche. Trump n'a pas égayé samedi ses accusations.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a déclaré que Donald Trump et les responsables de son administration ne feraient plus de commentaire sur l'affaire tant que le Congrès n'aurait pas bouclé son enquête, laissant entendre ainsi que le président n'aurait pas à expliciter ses accusations. «Les informations relatives à des enquêtes à mobile potentiellement politique juste avant l'élection de 2016 sont très troublantes», s'est borné à dire Sean Spicer. Donald Trump a accusé Barack Obama de l'avoir fait placer sur écoute téléphonique au mois d'octobre durant les dernières semaines de la campagne présidentielle, et a traité son prédécesseur de «pauvre type».

Un porte-parole de Barack Obama a rapidement démenti samedi les accusations de mise sur écoutes. () Dimanche, James Clapper, ex-directeur du renseignement national qui a quitté ses fonctions à la fin du mandat de Barack Obama, a déclaré à la chaîne NBC: «Il n'y pas eu de mise sur écoutes du président élu au moment où il était candidat, pas plus que de son équipe de campagne». La Maison-Blanche n'a pas fourni dimanche de preuves à l'appui des accusations du président Trump et n'a pas dit explicitement si ses propos étaient avérés. Donald Trump a «dit très clairement ce qu'il croit, et il demande que la lumière soit faite là-dessus. Laissons la vérité apparaître», a déclaré la porte-parole de la Maison blanche, Sarah Huckabee Sanders, sur la chaîne ABC.

Reuters

Italie

## 1 300 migrants débarquent dans les ports de Sicile

Près de 1.300 migrants ont débarqué samedi et dimanche dans les ports de Sicile après avoir été secourus en mer, ont annoncé les garde-côtes italiens qui déplorent la mort d'un jeune homme de 16 ans au cours de l'opération. Cinq cents autres migrants se dirigent actuellement vers l'île italienne et devraient y arriver dans les tout prochains jours. L'ONG Proactive Open Arms, qui affrète l'un des bateaux de sauvetage, annonce que cinq migrants s'étaient noyés avant l'arrivée

des secours. Contacté par Reuters, un porte-parole des garde-côtes italiens n'a pu confirmer l'information.

A Catane, l'un des ports de la côte orientale de la Sicile, le corps d'un migrant de 16 ans a été enlevé du Siem Pilot, un navire norvégien opérant en Méditerranée pour le compte de Frontex, l'autorité européenne des frontières.

«Malheureusement, un des migrants (...) est mort vendredi matin à bord du Siem Pilot à cause d'une maladie», a déclaré

à Reuters le commandant du bateau. La maladie du jeune homme est pour l'heure inconnue, mais son corps ne présentait aucune blessure visible, a-t-il précisé. Entre le 1er janvier et le 2 mars, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré 487 décès en mer Méditerranée, contre 425 au cours des deux premiers mois de l'année dernière. Les arrivées de migrants par la mer sont en hausse de 57%, selon des chiffres du ministère italien de l'Intérieur.

Reuters

Iran

## L'ex-président Ahmadinejad ouvre un compte Twitter

L'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad, un ultraconservateur, a ouvert dimanche un compte Twitter, à un peu plus de deux mois de l'élection présidentielle à laquelle il ne sera pas candidat.

Le premier tweet sur son compte @Ahmadinejad1956 est une vidéo dans laquelle il appelle à le suivre et déclare en anglais: «C'est moi, paix et amour, meilleurs vœux».

L'Iran s'apprête à célébrer le nouvel an perse, Norouz, le 21 mars.

Twitter est théoriquement interdit en Iran mais est très largement utilisé via un logiciel spécial.

Les principaux dirigeants iraniens, dont le guide suprême Ali Khamenei et le président Hassan Rohani, ont leur propre compte.

Plusieurs utilisateurs iraniens ont vite rappelé que l'interdiction de Twitter remontait à 2009, année de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad pour un dernier mandat de quatre ans. Cette réélection avait provoqué d'immenses manifestations

violamment réprimées.

En septembre, Ahmadinejad avait annoncé qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, prévue le 19 mai, après une intervention du guide suprême le dissuadant de l'être.

Le guide avait affirmé qu'il fallait éviter une «bipolarisation nocive» dans le pays.

M. Ahmadinejad a récemment réaffirmé qu'il ne serait pas candidat et ne soutiendrait aucune personnalité lors de la présidentielle.

AFP

Les jeunes appelés à se rendre à Timimoun

# Mouloud Mammeri, l'homme qui a dépoussiéré l'Ahellil

L'Avechniw (Maître d'Ahellil), Moulay Slimane Seddik, a invité les jeunes à se rendre à Timimoune pour faire «la traversée» de Mouloud Mammeri et saisir l'importance de l'effort qu'il avait fourni pour dépoussiérer cette facette de la culture algérienne.



Présent à Tizi Ouzou, dans le cadre de la célébration de l'année du centenaire de la naissance de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri, Moulay Slimane Seddik, qui avait servi de guide à Mammeri pour son travail sur l'Ahellil du Gourara, a indiqué dimanche à l'APS, qu'il «souhaite voir des collégiens et des lycéens, notamment se rendre à Timimoune pour vivre les conditions climatiques difficiles dans lesquelles avait vécu Mammeri pour préserver l'Ahellil du Gourara et le propulser sur la scène nationale et internationale».

Selon Moulay Seddik, «il serait malheureux que les jeunes Algériens, et particulièrement ceux de la Kabylie, région natale de Mouloud Mammeri, ne se rendent pas à Timimoune pour apprécier vraiment la valeur de ce grand homme qui, sept ans durant, subissait les fortes chaleurs du Sahara, les vents de sable et partageait notre pain quotidien, pour dévoiler cette facette de notre

riche patrimoine», insiste-t-il.

Ce même ancien avechniw qui organisait les rendez-vous avec les troupes d'Ahellil de toute la région de Gourara, pour Mammeri, témoigne : «La journée nous partions à la rencontre des troupes d'Ahellil pour enregistrer les chants, et la nuit, nous travaillions à la traduction des poèmes déclamés en zénète. Ce travail de traduction effectué à la lueur des bougies, se poursuivait jusqu'à 2 h voire 3 h du matin. Le lendemain à 7h30 nous reprenions la route vers d'autres régions et d'autres découvertes», se souvient-il.

«Mammeri savait reconnaître les rythmes du gumbri de chaque région du Gourara». Les sept ans qu'il avait passés dans le Gourara pour les besoins de son travail anthropologique sur l'Ahellil du Gourara ont marqué Mouloud Mammeri qui avait l'oreille musicale fine et savait distinguer, dès les premières notes jouées avec cet instrument à trois cordes pincées, la région de

la troupe qui les interprètent, témoignent des gens qui l'ont côtoyé.

C'est ce qu'affirme à l'APS, Ouled Dahmane Moussa, membre de la troupe d'Ahellil de Cherouine (localité située à une soixantaine de kilomètres de Timimoune), qui se souvient comment Mammeri a reconnu les notes de leur gumbri, qu'il «appréciait tant».

C'était en 1986 à Taghit où la troupe d'Ahellil de Cherouine s'était rendue pour se produire. «Nous étions dans une maison. Nous avions posé notre théâtre sur le feu et tiré le gumbri et aux premières notes jouées, un homme est arrivé en courant et nous a dit vous êtes de Cherouine. La scène était amusante. D'un côté, c'était la surprise des jeunes membres de la troupe qui se demandaient intérieurement qui est cet homme et comment il les a reconnus, et de l'autre, ce dernier qui insistait pour confirmer que nous sommes de Cherouine», raconte Ould Dahmane Moussa.

«Les présentations faites, il est resté avec nous pour nous écouter jouer», ajoute-t-il, avant de relever que Mouloud Mammeri «appréciait beaucoup les chants envoûtants et mélodieux de l'Ahellil, qui avait un rôle thérapeutique dans la société zénète».

L'Ahellil du Gourara, un genre poétique et musical, un chant polyphonique, emblématique des Zénètes du Gourara, dans le Sud algérien est classé en 2008 patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco. Tel que présenté par Mouloud Mammeri, l'Ahellil est un chant exécuté en public et de nuit pour durer jusqu'à l'aube.

Il se déroule sur trois parties ayant chacune son propre répertoire à savoir, le «mserreb» qui se poursuit jusque vers minuit et qui est ouvert à tous, l'«awgrout» qui se déroule de minuit jusqu'à la fin de la nuit et le «tra» qui commence à l'apparition de l'étoile du matin pour se poursuivre jusqu'au lever du jour, cette dernière partie étant réservée aux connaisseurs, à savoir les maîtres de l'Ahellil.

Les chanteurs d'Ahellil, les choristes, dont le nombre peut se limiter à une vingtaine ou atteindre une centaine, se tiennent debout en cercle et au coude à coude, à l'intérieur du cercle se place un flûtiste et un chanteur soliste qui est le maître de cérémonie. Les chants sont ponctués de battements de mains. **R. C.**

Beaux-Arts

## Hommage à la mémoire des plasticiens Ahmed et Rabah Asselah

Une cérémonie a été organisée, dimanche à Alger, en hommage aux plasticiens algériens Ahmed Asselah et son fils Rabah Salim, à l'occasion du 23<sup>ème</sup> anniversaire de leur assassinat, en présence de plusieurs étudiants. Organisée par la Fondation Asselah Ahmed et Rabah au siège de l'Ecole supérieure des beaux-arts (Esba), la cérémonie s'est déroulée en présence d'élèves, d'enseignants et d'administrateurs de l'Ecole, ainsi que des étudiants de l'Institut national supérieur de musique d'Alger, qui ont exécuté des morceaux de musique classique.

Né en 1940 à Tizi Ouzou, Ahmed Asselah a occupé le poste de directeur de l'Esba dans les années 1980, avant d'être assassiné par des terroristes, le 5 mars 1994, avec son fils Rabah Salim, élève de l'Esba dans la conception artistique.

Ahmed Asselah a rejoint les rangs de la Révolution nationale, après sa participation à la grève des étudiants algériens en 1956.

Il a occupé, après l'indépendance, plusieurs postes au niveau de différents ministères. Il devient ensuite directeur des études à l'Institut national supérieur de musique d'Alger. Par ailleurs, une exposition d'art plastique a été organisée à la galerie de la fondation dans la commune d'Alger-Centre, lors de laquelle des artistes de plusieurs wilayas ont présenté leurs œuvres dans les arts plastiques, la calligraphie et la sculpture. A l'occasion, il a été procédé à l'annonce des noms des lauréats des premiers prix du concours national des arts plastiques, organisé chaque année par la fondation. **Reda A.**

Il affirme que le travail sera encore long

## Farid Ferragui travaille sur un projet d'édition de ses mémoires

Connu pour son style musical oriental et son amour pour le oud (luth) et la chanson sentimentale, Farid Ferragui veut s'essayer à l'écriture puisqu'il compte rédiger et publier toutes ses mémoires, depuis le début de sa carrière artistique.

Lors d'une conférence de presse organisée dimanche à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, il a confié qu'il préparait un livre dans lequel il compte revenir sur les moments de sa vie d'artiste, ses débuts, ses réussites, ses déceptions mais surtout «son amour pour l'art que lui a inspiré le large public», a-t-il dit.

«J'ai lancé le projet et rassemblé quelques mémoires, mais le travail sera encore long. Je ne peux pas me prononcer sur la date de la sortie de cet ouvrage qui est toujours à l'état embryonnaire, mais que je tiens vraiment à concrétiser», a-t-il expliqué.

L'auteur de *Takhamt*, *Tayri*, *Dayen ma zzhig ad hemlegh*, *Yelli*, *Lezzayer*, *Khdim Ikhir i lwaldin* et tant d'autres œuvres artistiques travaille également sur des chansons «comme n'importe quel artiste», a-t-il dit, mais sans prévoir pour autant la sortie d'un nouvel album.

«Un artiste prépare toujours quelque chose, mais pour le moment, je crois qu'il est encore très tôt pour parler d'un nouvel album. Beaucoup reste encore à faire», a-t-il observé. En revanche, l'artiste qui a su se frayer un chemin dans le cœur de milliers de jeunes grâce à un style jugé unique, compte renouer avec la scène, a-t-il fait savoir. Il a annoncé, dans ce sillage, qu'il animera deux concerts à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou les 10 et 11 mars prochain. Le chanteur a précisé que ces deux galas sont devenus une «tradition» dans ses pratiques artistiques et tient à les organiser d'une

manière régulière dans le but de maintenir le contact avec son public. «Un artiste a toujours besoin de se ressourcer et de s'abreuver de cette fontaine qui s'appelle le public. C'est ce contact et cet échange d'idées entre l'artiste et ses adeptes qui lui permettent d'avancer», a-t-il estimé. Après Tizi Ouzou, Farid Ferragui organisera un autre concert le 1<sup>er</sup> avril prochain au théâtre les Sablettes d'Alger avant de s'envoler pour Montréal (Canada) pour une rencontre avec ses fans parmi la communauté algérienne, le 15 avril.

«Les moyens ne me permettent pas d'organiser une grande tournée, mais je tiens tout de même à aller à la rencontre de ceux qui ont fait de moi ce que je suis. Ceux qui m'ont donné leur confiance et leur admiration pour je que puisse aller de l'avant et leur offrir des nouveautés à chaque fois que l'occasion s'offre à moi», a-t-il soutenu. **L. M.**

## PAROLES DE FEMMES

"L'amour est ce je ne sais quoi, qui vient de je ne sais où, et qui finit je ne sais comment."

Madeleine de Scudéry



## FEMMES

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

## ILS ONT DIT :

"En amour, quand tu demandes à ce que Dieu t'emmène une bonne personne assure-toi d'être une PERLE pour cette dernière. L'amour n'est pas à sens unique"

Nathy LaBell

Elle explique pourquoi elle a renoncé à se faire opérer

## Florence Foresti, complexée par son nez

Présente hier soir dans Salut les Terriens ! pour promouvoir son film *De plus belle* (en salles le 8 mars), Florence Foresti a fait part de son plus gros complexe.

Thierry Ardisson en bon ancien publicitaire qu'il est, a toujours l'art de trouver l'intitulé juste à ses interviews ; un mot suffisant à trouver matière à digresser avec son invité. Et hier soir, alors qu'il recevait Florence Foresti, venue promouvoir *De plus belle* son nouveau film dont elle partage l'affiche avec Mathieu Kassowitz, l'homme en noir en a profité pour lui faire une interview *La haine*. L'occasion pour l'humoriste de 43 ans de faire part de son plus gros complexe et de répondre spontanément : "« Mon nez ! »".

Logiquement Thierry Ardisson lui a alors demandé pourquoi elle n'avait pas fait de rhinoplastie comme bon nombre de personnalités : « Parce que je suis douillette ! ». Une appréhension justifiée, car Florence Foresti est déjà passée sur la table d'opération pour subir une opération du nez : « J'ai déjà refait la cloison et ça m'a fait super mal. Et le médecin m'a dit : « Si vous faites l'esthétique ce sera 30 fois plus douloureux ». « Donc, je me suis dit tant pis pour moi, je vais rester avec ça ! », a-t-elle conclu.

Un propos qui fait écho à ceux qu'elle a donnés au *Journal du dimanche* qui dans son édition d'aujourd'hui, a interrogé l'actrice sur son rapport à son corps : « Je le supporte mieux aujourd'hui qu'à 20 ans. J'en suis même plutôt fière. Peut-être parce que j'ai pris l'habitude de vivre avec. Et comme il ne changera pas, autant le glorifier plutôt que le cacher ! C'est sur mon visage que je bloque. Du coup, je n'aime pas me voir à l'écran. Pourtant, je n'ai jamais cherché à me faire plus jeune ou plus jolie. J'assume mes défauts : mon nez, mon menton... Il y a un côté libérateur dans les trucs disgracieux ». Du caractère en somme !



## FORME



Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

## ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, qui s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintures trop claires qui

## Sept conseils pour surmonter une nuit blanche

peuvent donner un effet gris !

## FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

## FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

## NUIT BLANCHE : PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

## PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favoriser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée.

Un massage post-nuit blanche : associée à

une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi-journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

## SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumière des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air. Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous rebooster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

## POINTS NOIRS

## COMMENT S'EN DÉBARRASSER (SANS LES PERCER)

Plus petit qu'une tache de rousseur mais beaucoup moins joli qu'un grain de beauté, le point noir aime s'inviter sur les peaux grasses et mixtes des femmes, même à l'âge adulte. D'où viennent-ils, comment les prévenir et les faire déguerpir le plus naturellement possible ? On fait le point.

## LES POINTS NOIRS C'EST QUOI ?

Un point noir est un comédon qui s'est oxydé. Cela se produit quand des cellules de la

couche cornée s'amoncellent avec du sébum dans un pore particulier appelé follicule pilo-sébacé. Si la glande sébacée produit trop de sébum, celui-ci baisse en acidité. Il devient alors le mets préféré des bactéries qui se nourrissent des déchets cellulaires. Cet amoncellement de sébum et de déchets cellulaires finit par former un bouchon de sébum qui s'oxyde et durcit au contact de l'air et de la pollution. C'est le point noir. Noir en raison de son aspect

bruni, à l'image de la pomme croquée qui noircit à l'air libre. Une fois sorti, le point noir peut camper plusieurs mois sur son terrain de jeu favori (nez, mentons, tempes, front). Si on a le malheur de le manipuler, le point noir peut évoluer en bouton d'acné ou pustule, un bouton issu d'une inflammation du follicule pileux. On a compris, pour éviter de pointer chez le dermatologue, mieux vaut traiter les points noirs en douceur !



### Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS ▶▶

Elections de la FAF

# Qui succédera à Raouraoua ?

Aucune personnalité footballistique n'a déposé sa candidature jusqu'à présent pour les élections de la Fédération algérienne de football, à six jours seulement de la fermeture de liste des candidatures pour cette importante échéance. Malgré les intentions prêtées à certains de déposer sa candidature, rien n'est fait pour le moment et une situation d'attente prévaut. En effet, des personnalités comme le patron du Paradou AC, Kheireddine Zetchi, ou l'ancien membre du bureau fédéral, Chaâbane, avaient pourtant émis le vœu de briguer un mandat et de déposer leurs candidatures, mais on s'aperçoit que rien n'est fait sur le terrain et que ces derniers restent figés et ne sont qu'au stade des intentions. Il faut dire que tout le monde reste suspendu aux lèvres de l'actuel président, Mohamed Raouraoua pour



savoir si ce dernier briguera un autre mandat ou non, surtout qu'ils savent que leurs chances restent minimales de remporter l'élection au cas où ce dernier se présenterait,

surtout avec le carnaval de l'AG ordinaire et le soutien inconditionnel dont il a bénéficié de la part des membres de l'AG qui ne souhaitent pas le voir partir. Même s'ils savent

que Raouraoua a été quelque peu affaibli avec le lâchage des pouvoirs publics qui sont contre sa manière de gérer l'instance gérant la balle ronde nationale, n'empêche qu'ils ne voient aucune autre personne qui serait capable de prendre sa place et souhaitent donc rester dans cette situation de statu-quo surtout qu'ils ne savent pas de quoi sera fait demain au cas où celui-ci venait à quitter le bateau, eux, qui sont habitués à travailler dans l'opacité totale et n'aimeraient pas qu'une autre personne ne change la donne. En outre, nul ne sait si Raouraoua serait prêt à continuer sa mission surtout qu'il se sent quelque peu fatigué des critiques qui l'ont touché ces derniers temps, que ce soit au niveau de la presse et même de la part de personnalités influentes, à l'image du Ministre de la Jeunesse et des Sports, Ould Ali, qui estime que ce dernier devrait être jugé sur la manière dont il a géré la FAF et qui a conduit à un fiasco notamment avec les résultats très décevants de la sélection nationale que ce soit aux éliminatoires du Mondial 2018 de Russie ou à la phase finale de la CAN qui s'est jouée au Gabon.

Imad M.

## Fédération algérienne d'athlétisme Cinq candidats au poste de président

La commission de candidatures de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a reçu les dossiers de cinq candidats à la présidence, à l'expiration des délais de dépôt de candidature dimanche à 18h00, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. «Yacine Louail, Hakim Dib, Said Ahmim, Kamel Benmissi et Mohamed Hamouni se sont portés candidats pour postuler au poste de président de la fédération», a précisé la même source. Le président sortant de la FAA, Amar Bouras, avait décidé de ne pas briguer un nouveau mandat. L'assemblée générale élective de la Fédération algérienne d'athlétisme aura lieu le jeudi 9 mars l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ) à Zéralda. Un membre féminin et un représentant du Sud feront partie d'office du prochain bureau exécutif de la FAA.

## Fédération algérienne de handball L'AGO fixée au 18 mars

La fédération algérienne de handball (FAHB) tiendra son assemblée générale ordinaire (AGO) le samedi 18 mars à 10h00 à la salle de presse du complexe olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a annoncé l'instance fédérale dimanche sur sa page officielle facebook. Au cours de cette session ordinaire, les membres de l'AG seront appelés à adopter ou rejeter les bilans moral et financier de l'exercice 2016 et moral du mandat olympique 2013-2016. La FAHB n'a pas encore annoncé la date du déroulement de l'assemblée générale élective (AGE).

## En prévision des JO 2020

# Fin des deux grands plateaux pour la création de l'EN U 23

Les deux grands plateaux organisés à Sétif et Alger pour mettre sur pied la future sélection olympique de football, appelée à prendre part aux qualifications des Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo, ont pris fin samedi, rapporte dimanche la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Organisés par la Direction technique nationale (DTN), ces deux grands plateaux ont été supervisés par 15 techniciens rattachés à la DTN, impliquant les joueurs nés en 1997. Le plateau de Sétif a regroupé les sélections de Constantine, Annaba, Batna et Alger qui a remplacé au pied levé Ouargla. Le plateau d'Alger a regroupé les sélections d'Alger (vu le nombre de licenciés, Alger a pu présenter deux sélections), Blida, Saïda et Oran, précise l'instance fédérale. Les 15

techniciens qui ont suivi attentivement ces plateaux devraient faire ressortir un premier noyau de 60 joueurs, 30 pour le plateau de Sétif et 30 pour le plateau d'Alger. Pour espérer faire partie de ce premier noyau, le joueur doit être signalé au moins pas six techniciens, souligne la FAF. Une seule Direction technique régionale, à savoir celle de Ouargla, n'a pas eu le temps de constituer une sélection en raison du démarrage tardif du championnat dans cette région. Pour pallier à cette défection, un plateau du sud sera organisé pour détecter les meilleurs talents de la région. Un plateau national pour mettre sur pied la future sélection U-23 sera organisé prochainement. Les joueurs qui composeront le noyau de cette équipe et qui sont âgés de 20 ans cette

année, auront 23 ans lors des prochains Jeux olympiques de 2020. Une fois mise sur pied et pour lui donner un volume de jeu international, la future sélection U23 participera aux Jeux de la Solidarité islamique prévus du 11 au 22 mai prochain à Bakou en Azerbaïdjan et aux prochains Jeux méditerranéens de Tarragone en Espagne (22 juin-1er juillet 2018). La même procédure de détection sera reconduite pour dégager la future sélection U20 (les joueurs nés en 1999) et U17 (les joueurs nés en 2002). Afin de ne pas perturber la scolarité de ces joueurs, les plateaux auront lieu durant les vacances de printemps. Les joueurs choisis pour faire partie des futures sélections U20 et U17 intégreront l'Académie de la FAF après le mois sacré du Ramadhan.

## MC Oran

# Mohamed Henkouche nouvel entraîneur

Le technicien Mohamed Henkouche est devenu le nouvel entraîneur du MC Oran (Ligue 1 algérienne de football) en remplacement d'Omar Belatoui, démissionnaire, a-t-on appris auprès de l'intéressé. «J'ai rencontré le président Ahmed Belhadj à la mi-journée, on s'est mis d'accord sur toutes les modalités de mon contrat. Je vais entamer mes fonctions lundi (NDLR, hier) en dirigeant ma première séance d'entraînement», a affirmé Henkouche. Omar Belatoui a décidé de jeter l'éponge à l'issue du match nul concédé vendredi à domicile face au CA Batna (0-0) à l'occasion de la 22e journée du championnat. Il s'agit du troisième point seulement obtenu par les «Hamraoua» en six matchs au cours de cette deuxième tranche de la saison, alors qu'ils avaient terminé l'aller en position de dauphins avec 25 unités. «Mon objectif est de mener l'équipe à une place dans le haut du tableau à la fin de la saison, d'autant que le potentiel existe», a-t-il ajouté. C'est le troisième club que va diriger Henkouche depuis le début de la saison après l'ASM Oran (Ligue 2) et le MO Béjaïa (Ligue 1). Le MC Oran pointe à la 6e place avec 31 points et un match en moins à disputer à domicile face au MC Alger.

## Boxe

# Nehassia veut insuffler une nouvelle dynamique à la discipline

Le tout nouveau président de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Mohamed Nehassia, a exprimé sa volonté d'«insuffler une nouvelle dynamique pour arriver à une gestion plus professionnelle de la boxe algérienne». Fraîchement élu à la tête de l'instance fédérale de boxe, Nehassia, représentant de la Ligue d'Aïn Defla, a obtenu 19 voix contre 18 pour le deuxième candidat en lice, à savoir Bouchouia Sid Ali de la Ligue d'Alger. «Le développement de la boxe passe essentiellement par une politique d'accompagnement logistique et financier des ligues de wilaya

qui vont bénéficier d'un programme très ambitieux en collaboration avec les directions de la Jeunesse et des Sports (DJS)», a indiqué Nehassia. Tout en reconnaissant la difficulté de sa mission à la tête de la fédération, le nouveau président a rassuré les membres de l'AG quant aux actions initiées pour le mandat olympique 2017-2020. «A court terme, il faudrait réorganiser le système de compétition dans la catégorie des seniors, que ce soit en championnat ou en coupe, ponctué par un tournoi de sélection des boxeurs», a-t-il proposé. Le nouveau président de la FAB compte également

assainir la Commission nationale des juges arbitres (CNJA) à travers la mise en place d'un système «rigoureux» de passage de grade. «Un travail de fond sera réalisé pour accompagner les juges arbitres dans leur mission. Celui qui réussit doit évoluer mais celui qui ne remplit pas les critères, il doit être orienté vers d'autres commissions de la FAB», a-t-il insisté. Pour arriver à une gestion plus professionnelle de la discipline, Nehassia a projeté la création de comités régionaux avant d'atteindre, à moyen terme, la création de la Ligue nationale qui se chargera du suivi et du contrôle de toutes les

compétitions nationales. Il a également affirmé que «les portes seront ouvertes à tous et appelé toute la famille de la boxe à apporter sa contribution pour le développement de cette discipline qui a toujours honoré l'Algérie dans les manifestations internationales.» Ingénieur en informatique, Nehassia compte à son actif un diplôme en marketing de l'université de Paris (2005), un DEUA en droit des affaires (université de Ben Aknoun, 1998), en plus d'un «proficiency» en anglais, obtenu en 1992 à l'université de Chelsea (Londres) et d'un «high certificate» en anglais également.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Tamanrasset

## Gaïd Salah inaugure une Base aérienne de déploiement

Le Général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a inauguré lundi à Hassi Tiririne (Tamanrasset) une Base aérienne de déploiement, une infrastructure qui jouera un rôle «important» dans la préservation de la sécurité du pays et de ses frontières Sud. Au 3<sup>ème</sup> jour de sa visite à la 6e Région militaire, le Général de corps d'Armée, accompagné du Général-major Souab Meftah, Commandant de cette Région militaire, a suivi un exposé sur cette «importante base créée dans l'objectif de faciliter le contact avec les différentes unités du secteur, d'assurer le déplacement des personnels et de participer au soutien logistique multiforme dans cette région du pays», précise un communiqué du ministère de la Défense nationale.

M. Gaïd Salah a rencontré, à l'occasion, les cadres et les personnels du Secteur opérationnel, où il a prononcé une allocution d'orientation, à travers laquelle il a tenu à saluer «les grands efforts consentis par les éléments de l'ANP, notamment dans cette région vitale de notre pays, et leur veille permanente pour préserver la souveraineté nationale, tout en valorisant le grand esprit combattif caractérisant les personnels de nos forces armées». «Ouvrant à réunir toutes les conditions à même d'accomplir un travail réussi. Nous avons veillé, grâce au soutien et aux orientations de Son Excellence, Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale à la création d'une importante base aérienne de déploiement dans cette zone sensible et vitale, dans des délais records», a-t-il déclaré. Cette base «aura sans doute un important rôle sur plusieurs volets, notamment en matière de facilitation du contact permanent avec les différentes unités implantées dans cette zone, en plus de l'appui des opérations de soutien logistique de ces unités», a-t-il fait remarquer. Pour le Général de corps d'Armée cette réalisation permettra ainsi, de «rehausser les performances de nos éléments et unités déployées dans cette région, et de préserver ainsi la sécurité du pays et de ses frontières Sud». «Vous êtes conscients de ce que représente ce front en défis sécuritaires, ses sources, ses objectifs et ses dimensions», a-t-il noté. De leur côté, les cadres et les personnels du Secteur ont tenu à réitérer leur engagement à «demeurer à jamais le rempart protecteur, face à toute conspiration visant la sécurité et la stabilité de l'Algérie et de son peuple». Ils ont également présenté leurs remerciements et gratitude au Haut Commandement de l'ANP pour cette «importante» réalisation, qui facilitera amplement leurs déplacements et missions, indique le communiqué. Par ailleurs, M. Gaïd Salah a visité des unités du Secteur opérationnel d'In Guezzam, où il a supervisé son dispositif sécuritaire et a inspecté les unités de l'extrême Sud du pays.

R. N.



Protection des animaux

## Un appel pour sauver des chats à Sétif



Par Rachid Chihab

La protection des animaux trouve sa place aussi sur les réseaux sociaux. Une campagne pour sauver plus de 100 chats d'une mort certaine vient d'être lancée sur les réseaux sociaux par des amoureux des animaux. Le coup d'envoi de cette campagne a commencé le 22 février dernier, lorsque la direction générale du Centre hospitalo-universitaire de la ville de Sétif a décidé d'empoisonner les dizaines de chats vivants dans cet établissement sous prétexte qu'ils menacent la santé et la sécurité des malades.

Indignés par la solution trouvée par leur direction,

des employés du CHU Sétif ont vite donné l'alerte sur le réseau social facebook. Un appel à la mobilisation et à la solidarité a été lancé. Le résultat : Trois groupes ainsi qu'une page ont été vite créés par les amoureux des animaux. Leur mot d'ordre : sauver ces chats en empêchant la direction de l'hôpital de procéder à leur empoisonnement. Une délégation a même fait le déplacement au CHU a pu rencontrer son directeur général. Une réunion qui a regroupé les deux parties a été tenue jeudi.

Après une longue discussion, le directeur général du CHU de Sétif a fini par faire une concession. Il a accordé un délai de 15 jours pour les

amoureux des animaux pour évacuer ces chats de son établissement. Au-delà de ce délai, l'opération d'empoisonnement sera relancée.

Pour éviter le mauvais sort à ces chats, les amoureux des animaux se sont lancés dans une véritable course contre la montre pour trouver une solution durable à ces chats dans les délais fixés par le directeur du CHU. «Des pistes de réflexion ont été lancées. Il s'agit en premier lieu de chercher des firmes agricoles, mais cette idée a besoin de temps parce qu'il n'est pas facile de convaincre un fermier d'accueillir autant de chats», nous a affirmé un animateur de cette action.

R. C.

Vaccination

## Le ministère de la Santé rassure les parents d'élèves

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a rassuré hier les parents d'élèves quant à l'innocuité des vaccins du calendrier national, les appelant à poursuivre la vaccination de leurs enfants.

Les vaccins du calendrier national sont «sûrs et conformes aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)», a soutenu le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, le professeur Smaïl Mesbah, lors d'une conférence de presse avec le représentant de l'OMS en Algérie, Bah Keita, et le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Zoubir Harrat.

Le responsable a insisté sur l'impératif de vacciner les enfants âgés entre 6 et 14 ans contre la rougeole et la rubéole, précisant que la vaccination était «obligatoire».

Au sujet des formulaires distribués au niveau de certains établissements scolaires laissant le choix aux parents de vacciner ou non leurs enfants, le professeur Mesbah a affirmé que le ministère n'a pas distribué de tels formulaires, ajoutant que «le seul document requis est le carnet de santé de l'enfant». Le représentant de l'OMS a, pour sa part, précisé que l'Algérie importait ses vaccins des laboratoires recommandés par l'OMS sur la base de leur «innocuité».

Cela étant, «il est conseillé de ne pas vacciner les enfants atteints d'hémopathie ou d'insuffisance rénale, dialysés ou sur le point de subir une intervention chirurgicale», a ajouté M. Keita.

Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie a, quant à lui, rappelé que 7 millions de doses de vaccin avaient été soumises à

des tests d'innocuité et de contrôle qualité par le Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques avant leur distribution aux unités de médecine scolaire.

Le représentant du président de l'association des parents d'élèves, Zoubir Zerrouk, a mis en garde contre la «campagne féroce» menée par certaines parties contre cette vaccination, appelant les parents d'élèves à «ne pas se laisser influencer» et à «faire confiance aux parties en charge de la vaccination pour protéger leurs enfants contre les maladies transmissibles». Les ministères de la Santé et de l'Éducation nationale ont mobilisé pour cette campagne de vaccination 5.000 médecins et 8.000 paramédicaux au niveau de 1.800 unités de médecine scolaire à travers le territoire national.

R. N.

## ACTU...

Béchar et Tlemcen

### Deux narcotrafiquants appréhendés

Deux (2) narcotrafiquants ont été appréhendés et près de 60 kg de kif traité ont été saisis dimanche à Béchar et à Tlemcen par un détachement de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières, indique lundi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont appréhendé, le 5 mars 2017 à Bechar/3<sup>e</sup> Région militaire et Tlemcen/2<sup>e</sup> RM, deux (2) narcotrafiquants, et saisi deux (2) véhicules touristiques et 59,78 kilogrammes de kif traité», précise la même source.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Ghardaïa et Biskra/4<sup>e</sup> RM, «trois (3) personnes en possession de trois (3) fusils de chasse, une quantité de munitions et deux (2) paires de jumelles», tandis que d'autres détachements ont intercepté dans des opérations distinctes menées à El Oued, Biskra, Tamanrasset et In Guezzam, «22 contrebandiers, deux camions, deux (2) véhicules tout-terrain, 7,7 tonnes de denrées alimentaires, 24 détecteurs de métaux, 5 groupes électrogènes et quatre (4) marteaux piqueurs, 34,5 quintaux de tabac et 17888 unités de différentes boissons», ajoute la même source. De même, «29 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Adrar, Biskra et Tlemcen», conclut le MDN.

B. L.

Boumerdes

### Deux terroristes abattus et deux autres capturés

Deux terroristes ont été abattus et deux autres capturés par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une opération menée lundi matin à Dellys dans la wilaya de Boumerdes, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Boumerdes (1<sup>ère</sup> Région militaire) a abattu deux (02) terroristes, capturé deux (02) autres et récupéré deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et deux (02) pistolets automatiques, ce matin du 06 mars 2017, suite à une opération de qualité menée dans la ville de Dellys».

R. B.